

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI

24 MAI 1976

Belgique: 15 FB • Suisse: 1 FS

Le gouvernement prêt à envoyer ses paras au Liban

GISCARD CROISÉ DE L'OCCIDENT

C'est d'Amérique que Giscard a annoncé sa volonté d'aller, quoi qu'il adienne, au terme de son mandat présidentiel.

C'est d'Amérique qu'il a mis ses canonniers au service de l'ordre impérialiste en méditerranée.

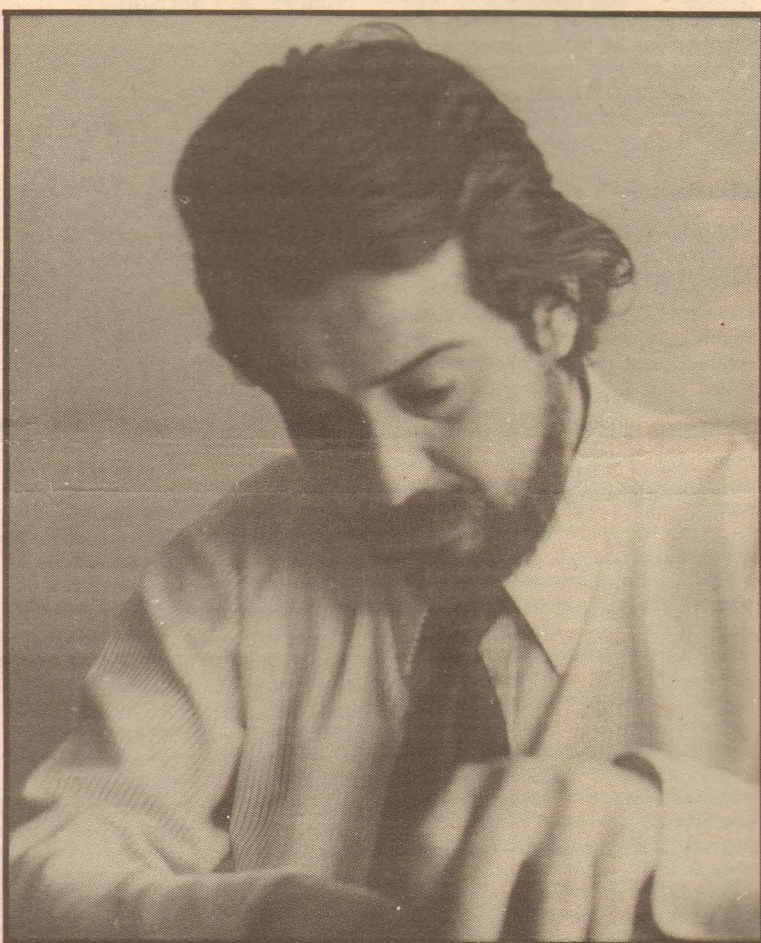
C'est d'Amérique qu'il a menacé l'Italie d'expulsion de la Communauté européenne, au cas où les communistes entreraient au gouvernement.

Pour faire cette déclaration de guerre froide, Giscard est allé chercher l'inspiration et la légitimité sur les traces de Lafayette. Il ne pouvait mieux choisir: dans sa longue carrière, Lafayette fut aussi au Champ de Mars, le fusilleur du peuple de Paris.

A quelques mois des présidentielles aux USA, il y a débat entre ceux pour qui la détente ne saurait signifier l'admission des communistes dans les gouvernements européens, et ceux qui pensent pouvoir satelliser des PC enfin détachés de l'URSS, comme le fut jadis la social-démocratie.

Giscard a pris parti pour les premiers, pour la manière forte; il s'offre comme tête de pont de la contre-révolution en Europe.

Les travailleurs lui répondront aussi clairement qu'il a parlé. Ils ne laisseront partir ni un sou, ni une arme pour le Liban. Et ils ne laisseront pas à Giscard le choix entre se soumettre et se démettre; ils le chasseront.



EDGARDO ENRIQUEZ

Cette photo a été prise en septembre à Buenos-Aires, très peu de temps avant son arrestation par les gorilles argentins.

Une carte postale est éditée par le Comité de soutien aux luttes du peuple argentin et elle doit être envoyée massivement à l'ambassade d'Argentine.

Elle est disponible au CSLPA, 94 rue Notre Dame des Champs, Paris 6ème, ou à la Librairie Rouge, 10 impasse Guéménée, Paris, 4ème.

APRES CARON-OZANNE LES FLICS CONTRE LES LUTTES A LA ROCHELLE

● Le préfet de La Rochelle enverra-t-il ses flics contre les métallurgistes en grève ce matin ?

La seule réponse du patronat aux revendications des 4800 métallos de La Rochelle depuis le 28 avril (150 francs, 2 % d'augmentation du pouvoir d'achat, réduction du temps de travail, classifications, droit syndical) sera-t-elle l'intervention des forces de police ? On peut le craindre car certains s'efforcent de préparer la population à cette éventualité; prenant le prétexte d'une démarche de quelques dizaines de jaunes (cadres et agents de

maîtrise), auprès du maire, le radical de gauche Craipeau, le préfet déclare à qui veut bien l'entendre que la liberté du travail n'est pas respectée et qu'en conséquence, il ordonnera l'expulsion, au besoin avec l'emploi de la force publique, de toutes les personnes qui feraient obstacle à la liberté du travail. Air connu !

La solidarité de tout le mouvement ouvrier doit se développer autour des métallos en premier lieu, sur le plan financier. Envoyez le soutien à Bernard Brunet, UD-CGT-CFDT Solidarité Métaux, 6 rue Albert Premier La Rochelle.

● Les grévistes de la BNP seront-ils expulsés ce matin ?

BNP GAMBETTA COMMUNIQUE

Le personnel de la BNP Gambetta qui occupe l'agence depuis le 20 mai doit être évacué lundi par les forces de police. Les grévistes invitent la population du quartier à venir appuyer leur lutte par leur présence devant l'agence.

Comité de grève soutenu par
CGT et CFDT

● Pour la libération de Gérard Strecker 7000 personnes manifestent à Francfort

Lire page 7

● La CFDT à la veille de son congrès

Lire page 3

LE MOUVEMENT DES FEMMES EN ESPAGNE

« Maintenant il est clair que les femmes ont un long combat devant elles »

Le mouvement des femmes s'est affirmé en Espagne, au cours de l'année internationale de la femme. Sa première manifestation publique fut la déclaration des droits de la femme signée par un millier de femmes et rendue publique au printemps 75. Ce document expose des revendications qui visent à libérer les femmes de leur rôle traditionnel: modification de la législation, transformation de l'enseignement et de l'éducation, droit au contrôle de la natalité, élimination de la discrimination dans le travail, création de services collectifs pour prendre en charge les tâches domestiques réservées aux femmes.

Au cours de l'année 1975, des groupes femmes sont nés, souvent à partir d'organisations mixtes travaillant dans le cadre de l'année internationale de la femme. D'autres se sont créés sur les quar-

tiers, associations de femmes au foyer par exemple qui s'organisent des « grèves de marché » pour lutter contre la hausse des prix.

Dans les régions le mouvement se développe, à Barcelone, se réunit la première coordination des groupes catalans.

Les premières journées nationales pour la libération des femmes se tinrent en décembre, à Madrid. Cinq cent femmes venues de tout le pays y participaient. Le rassemblement, n'était pas autorisé, un hélicoptère de la police surveillait les lieux mais il put se tenir. Ces journées ont permis une première prise de contact et une confrontation d'expériences entre les divers courants féministes. Trois courants principaux se sont affrontés :

SUITE PAGE 12



Les femmes de Victoria manifestent avec les paniers à provision vides en solidarité avec les grévistes. (D.R.)

La France pourrait intervenir militairement au Liban

le monde va enfin comprendre que
notre technique est toujours de
pointe!!



21 000 hommes, la fleur au bout du fusil ?

le *Journal du Dimanche*, la fleur au bout de la plume, y consacre son titre de première : l'opération Liban. 21 000 hommes sont prêts... si le président libanais le leur demande, plusieurs régiments peuvent partir dans les six heures...

Qui sont ces 21 000 hommes ? il s'agit de la force d'intervention française regroupent les paras stationnés à Pau et l'infanterie de marine stationnée à Rennes. Des troupes dites d'élite, comprenant une forte proportion d'engagés, conditionnés, intoxiqués, dressés d'une main de fer par un encadrement très largement issu des guerres coloniales. Des troupes spécialement entraînées pour ce genre d'opérations « coup de poing » dans les territoires d'outre-mer et ailleurs, et qui ont fait leur classe au Gabon, au Tchad...

Des troupes rompues aux exercices de débarquement aux raids, aux opérations anti-guérilla. La fine fleur de l'armée de baroudeurs comme la conçoit Bigeard...

Malgré la répression féroce qui y sévit, la lutte des appelés a trouvé un écho dans ces troupes depuis

l'appel des cent. Chez les paras, notamment, des comités de soldats ont vu le jour, publiant des bulletins aux titres évocateurs : *Vent contraire, les bœufs voient rouge*. Autant dire que l'envoi de telles troupes n'irait pas sans poser quelques problèmes à l'état-major ; nous ne sommes plus en 1958 et la soumission n'est plus de mise parmi les appelés, les petits engagés... D'autant plus qu'une intervention militaire française au Liban ne serait pas une partie de campagne pour casques bleus improvisés ; la gauche libanaise et les organisations palestiniennes sont armées et aguerries par de long mois de lutte. En tout état de cause, l'intervention d'un corps expéditionnaire au Liban se heurterait en France à un puissant mouvement de protestation dont les militants révolutionnaires et les anti-militaristes seraient le fer de lance. Les mauvais souvenirs de l'intervention à Suez en 1956 plus le spectre de la guerre du Rif, voilà qui peut donner à réfléchir à ceux qui se prennent à rêver de campagnes énièmes au côté de Beyrouth...

GISCARD S'EN VA -T-EN GUERRE ?

Après le temps de la théorie et des proclamations d'intention vient celui des travaux pratiques. Tout au long de son séjour aux Etats-Unis, Giscard n'a cessé de marteler le thème de la solidarité atlantique et de la communauté fondamentale des intérêts politiques et militaires de la grande puissance impérialiste américaine et de la moyenne puissance française.

Contrairement à ce que proclame le PCF, il ne s'agit pas là d'un revirement stratégique. Les incartades de De Gaulle n'ont jamais fondamentalement remis en cause la solidarité dite atlantique. Et si ces incartades avaient laissé

quelques traces plus profondes que d'autres (retrait de l'OTAN, discours au Québec, discours de Phnom Penh...) : le prudent réalisme pompidolien s'était déjà chargé de remettre en gros les relations entre l'impérialisme français et américain sur leurs pieds. Non pas de maître à valet, mais de grande à moyenne puissance, unies par une même solidarité fondamentale.

Nuages à l'horizon

Dans l'horizon présent de l'installation du monde impérialiste dans la crise et de la montée des périls en Europe occidentale et sur le pourtour méditerranéen, des évolutions plus nettes sont nécessaires. C'est de ces réalités que prend acte avec une clarté assez nouvelle la politique internationale de Giscard explicitée aux Etats-Unis et sanctionnée par la nouvelle politique militaire française récemment définie par le président de la République.

Depuis de longs mois, déjà, Ford et Kissinger ont plaidé pour une prise de responsabilité plus grande aux plans politique et militaire des pivots de la contre-révolution européenne par rapport à la perspective de l'apparition de situations de crise en Europe ou dans le bassin méditerranéen : crises à la libanaise, ou perspectives de l'accession des PC au gouvernement dans certains pays européens-clés.

Les prises de position réitérées de Giscard aux Etats-Unis sont la réponse du berger à la bergère sur ces question : oui, dans ce contexte incertain, la France est prête, à la mesure de ses moyens, à prendre ses responsabilités dans le maintien de l'ordre impérialiste en Occident et dans le Proche-Orient. Et comme pour souligner d'un trait rouge cette détermination nouvelle, Giscard annonce, apparemment de son propre chef et dans la foulée immédiate de son voyage américain, qu'il est prêt à envoyer un corps expéditionnaire au Liban si la situation l'exige.

Surprise

La précipitation de la décision de Giscard - qui a pris de court y compris les témoins de la majorité et les divise - exprime bien l'ampleur des préoccupations des chefs de file de l'impérialisme face à l'avenir de l'Occident et du Proche-Orient. Giscard donne des gages de loyauté et de combativité à l'impérialisme américain. Il ne s'agit ici encore que du Liban et d'une opération qui, même si elle prenait effectivement corps, ne revêtirait qu'une importance mineure sur l'échiquier mondial et même occidental. Mais Giscard indique par là à son partenaire sa détermination à intervenir activement à l'avenir dans des situations plus cruciales : dans le contexte d'une crise liée à l'évolution de la situation en Espagne ou en Italie par exemple. Une façon d'inviter l'impérialisme américain à ne pas compter que sur le bastion allemand, la présence de ses troupes en Europe et les intrigues de la CIA pour faire pièce à ce type de situation - qui ne manquera pas de se présenter en Europe occidentale dans les années à venir. Une façon d'imposer la reconnaissance de la place de la France à son créneau dans la forteresse contre-révolutionnaire européenne.

Un test

La démonstration est absolument

limpide malgré les circonlocutions coutumières du langage diplomatique de Giscard. En effet, si Giscard insiste sur le fait qu'une intervention française au Liban est conditionnée par une demande formelle du président libanais Sarkis, on sait bien qu'il s'agit là d'une pure mascarade : quand on connaît la réalité du pouvoir de ce « président » élu par un quateron de députés tremblants de trouille rameutés de force pour la plupart, et investi dans le bruit de la cannonade de la gauche libanaise, on peut imaginer de quel poids pèsera l'autonomie de décision du pouvoir « légal » libanais dans une telle affaire ! En réalité, si intervention française il y a, elle sera signée Giscard et Ford, et accessoirement contre-signée par Israël et la Syrie. En 58, confronté à une crise libanaise, l'impérialisme américain avait envoyé ses marines sur Beyrouth ; aujourd'hui, il verrait d'un bon œil le petit frère français se charger du sale boulot ; la neutralisation de la gauche libanaise. Le tout naturellement sous couvert des riches traditions de la présence française au Levant... (voir encart). On mesure à ce changement l'évolution de la tactique de l'impérialisme face à la montée multiforme des périls : à la fois la faiblesse du « superimpérialisme » et la vitalité de l'alliance contre-révolutionnaire occidentale...

Les périls

Comment ne pas relever enfin à quel point la proposition de Giscard éclaire d'un jour cru la nouvelle politique militaire qu'il vient de définir ? Dans son interview télévisée, il avait insisté sur la nécessité de ne pas négliger l'armement conventionnel. Depuis de longs mois, les responsables militaires insistent sur la montée des périls militaires dans le bassin méditerranéen. Les périls se déplacent. Autant les responsables politiques et militaires français ont de réticences à s'engager pour tenir un créneau face au pacte de Varsovie, en installant leurs Pluton en Bavière par exemple - pour la bonne raison que le danger principal ne leur semble plus être là - autant ils sont prêts à prendre leurs responsabilités politiques et militaires dans les contextes de crise au sud de l'Europe. L'affaire du Liban pourrait constituer un test idéal pour des troupes appelées dans un avenir proche à « maintenir l'ordre » dans les « confettis de l'Empire », à Djibouti ou en Guyane, en attendant que leurs services soient requis dans une situation de crise généralisée... à l'intérieur de l'hexagone même ?

Préméditation

Le « coup de théâtre » de Giscard n'est pas un coup de tête. Depuis de longues années, les paras et fusiliers marins destinés à débarquer au Liban sont entraînés et conditionnés dans la perspective de « missions » de cet ordre. Il y a plus d'une semaine, une partie de la marine française en méditerranée avait été mise en alerte dans la perspective de cette intervention. La décision était mûrie, réfléchie. On s'affairait en attendant le feu vert. Demeure maintenant un problème de taille : l'impérialisme a-t-il les moyens politiques et militaires de sa nouvelle politique d'intervention contre-révolutionnaire active ? Et l'affaire du Liban est-elle autre chose qu'un coup à blanc ?

Hier aux antilles... Demain au Liban ?

ANTILLES-GUYANE : " HIPPOCAMPE "

La manœuvre annuelle des forces du groupe Antilles-Guyane s'est déroulée du 16 au 20 septembre en Grande Terre de Guadeloupe.

Baptisée « Hippocampe » elle a rassemblé les forces aériennes du groupe (hélicoptères et avions de transport) les moyens navals stationnés à Fort-de-France (dragueurs et engins de débarquement) et, bien entendu, les forces terrestres — essentiellement le 33^e R.I.Ma. et la gendarmerie. Le commando Marine Trepel qui effectuait un séjour aux Antilles et en Guyane y a également participé.

Placée sous le signe de la rusticité et de la détermination, « Hippocampe » s'est déroulée à peu près totalement à pied. Ainsi, put être testé le degré d'entraînement physique des unités et cela d'autant plus que les conditions climatiques furent difficiles, la pluie tombant sans arrêt jusqu'au 19 septembre.

La manœuvre visait aussi à vérifier le bon fonctionnement des transmissions et l'aptitude des trois Armées à travailler de concert.

L'intérêt fut toujours soutenu, car près d'une cinquantaine « d'accrochages », plus ou moins importants, mirent aux prises les unités qui constituaient les deux parties. La détermination des uns et des autres témoigna de leur ardeur et il fallut parfois l'intervention des arbitres pour tempérer l'agressivité des « belligérants ».

Tous se retrouvèrent néanmoins à l'anse Bertrand pour défilé devant le général commandant supérieur des forces armées du groupe Antilles-Guyane et les autorités civiles.



Le commando Trepel a envahi la Grande Terre.

Pour la libération de Gérard Strecker

7 000 PERSONNES MANIFESTENT A FRANCFORT



Plus de 7 000 personnes se sont rassemblées samedi matin et ont défilé dans les rues de Francfort pour exiger la libération de Gérard Strecker, arrêté de façon tout à fait arbitraire et menacé par une accusation montée de toutes pièces par la police ouest-allemande. Les faits : lors d'une des manifestations qui suivirent la mort d'Ulrike Meinhoff, à Francfort, un policier est blessé par un cocktail molotov.

La police, appuyée par la presse et la télévision se déchaîne : elle arrête 14 personnes, sur la seule base de dénonciations anonymes au téléphone, et elle annonce, avec force publicité qu'elle détient les coupables. Pourtant, à la suite de nombreux témoignages, elle doit relâcher 13 et ne garde que Gérard Strecker en prison, en

construisant de toutes pièces l'acte d'accusation. Or Strecker n'était pas à la manifestation ; à l'heure où celle-ci se déroulait, il était en voiture avec trois camarades, se rendant à une réunion. Ses trois camarades ne cessent de le répéter, mais la presse, la radio et la télévision font le silence, ne rend publics que des témoignages — anonymes — contre Gérard. Une large campagne a été lancée par les différentes organisations révolutionnaires de Francfort pour dénoncer cette machination policière et appeler des témoignages.

Une affiche a été placardée sur les murs de Francfort, avec, d'une part la photo de Gérard et, de l'autre celle de ses trois camarades et de sa 2 CV. Le texte explique en détail le parcours précis

effectué par la 2 CV (avec l'heure précise) et donne un numéro de téléphone pour recevoir les témoignages.

Le climat de tension est très fort à Francfort, et largement entretenu par la police. Malgré cela la solidarité se développe. Le groupe de Daniel Cohn Bendit organise à partir d'aujourd'hui une grève de la faim devant la maison de la radio et de la télévision pour exiger que les témoignages innocentant Gérard soient passés. La manifestation de samedi regroupant 7 000 personnes, est très importante pour l'Allemagne. La voiture de Gérard était montée sur un camion avec une énorme pancarte : si vous avez vu cette voiture, tel jour, téléphonez-nous. La prochaine étape de la mobilisation : mardi matin quand une confrontation avec les témoins doit avoir lieu.

ISRAËL : L'ARRIERE PLAN DE LA REVOLTE ARABE

par Jon Rothschild

2/ LA REPRESSION SYSTEMATIQUE DES ARABES

Après l'armistice de 1949 qui mit fin à la guerre israélo-arabe, la classe dirigeante du nouvel Etat dut affronter un problème sérieux. Les tâches de la construction de l'Etat juif étaient compliquées par la présence gênante de 130 000 non-juifs : les Arabes de Palestine qui n'avaient pas été obligés de s'enfuir. Il n'était pas possible de passer une série de lois niant ouvertement tout droit aux Arabes. En même temps, il était nécessaire de mettre sur pied une structure sociale légale qui réaliserait cela.

Des lois d'exception...

Le premier pas franchi dans cette direction fut de placer les Arabes israéliens sous gouvernement militaire. La base légale de ce pouvoir, dont le contenu s'applique partout sur le territoire israélien, quand bien même ses formes ont été modifiées, est constituée par les lois de défense (Etat d'urgence) édictées au temps des Britanniques. Elles étaient alors destinées au mouvement sioniste qui avait pris l'initiative d'établir un Etat juif indépendant en Palestine, alors que les impérialistes britanniques tentaient encore de maintenir leur colonie sur ce territoire. Le fait que les lois de défense de 1945 étaient initialement destinées au mouvement sioniste stimula une forte opposition contre elles de la part de la direction sioniste. En 1946, par exemple, une conférence d'avocats juifs se tint, au cours de laquelle Yaakov Shapira dit : « le régime construit en Palestine sur la base des Lois de Défense est sans équivalent dans toute autre nation civilisée. Même dans l'Allemagne nazie, de telles lois n'existaient pas. » Mais il se peut que M. Shapira en vint à regretter cet éclat car, en 1948, le corps intégral des Lois de Défense sans changements ni amendements, fut adopté par le Gouvernement sioniste. M. Shapira devint par la suite ministre de la Justice et donc l'administrateur de ces lois devenues entretiens partie intégrante de l'« unique démocratie du Proche-Orient ».

Les lois d'exceptions se composent de 170 articles divisés en 15 sections. Elles garantissent les prérogatives suivantes aux commandants militaires : emprisonnement sans limite de tout individu sans procès préalable ; interdiction à un individu de voyager dans le pays ou de le quitter ; assignation de quiconque à résidence ; ordre à quiconque de se présenter plusieurs fois par jour au poste de police ; empêchement pour quiconque de chercher du travail ; confiscation de toute propriété ; ordre aux habitants de toute région ou village de fournir le gîte et le couvert, à leurs frais, à tout membre des forces de police envoyé sous n'importe quel prétexte ; imposition du couvre-feu partiel ou total sur toute région ou village. Enfin, l'un des articles les plus communément utilisés, l'article 125, accorde aux commandants militaires le droit de déclarer toute région « fermée » (il est interdit de quitter ou de pénétrer dans toute région déclarée fermée).

Ces lois instaurent une série de tribunaux militaires

dont l'objet est de juger les cas d'infraction à la loi. Toute mesure prévue par les lois d'exception peut être appliquée par l'autorité militaire locale selon sa volonté.

De surcroît, les tribunaux militaires qui jugent les cas d'infraction aux lois d'exception sont totalement séparés des tribunaux civils ; ils ne doivent pas être confondus avec les cours martiales qui jugent les cas de violation de la loi par des militaires en service. Ces tribunaux militaires ont un pouvoir de juridiction sur la population civile.

Des lois humiliantes

En vérité, ces lois et les tribunaux qui leurs sont rattachés constituent un deuxième système juridique en Israël, parallèle et séparé du système civil « normal ». En de rares occasions, ces lois ont été utilisées pour briser des grèves de travailleurs juifs. Dans l'ensemble, elles sont fréquemment utilisées de manière exclusive contre les Arabes.

Dans son livre *Les Arabes en Israël*, qui présente l'étude la plus claire du pouvoir auquel les Arabes israéliens sont soumis, Sabri Gerjes donne des exemples d'utilisation des Lois d'Exception pour démoraliser les Arabes : « En janvier 1956, un certain nombre d'habitants de villages du Triangle - une région arabe à l'Est de Tel-Aviv - furent bannis du village de Beit Jann en Galilée et obligés de se présenter tous les jours pendant six mois au poste de police de Ma'una, à 20 kilomètres de leur exil imposé. En septembre 1957, le Gouverneur militaire ordonna à cinq hommes de Baqa al-Gharbiya de se présenter chaque jour au poste de police de Bardas Hanna, situé à 15 kilomètres de leur village... Un ordre particulièrement cruel et « amusant » fut intimé à un certain Ahmed Hassan, un Bédouin de la tribu El-Wadi, près du village de Araba en Galilée. Le gouverneur militaire lui ordonna de s'asseoir chaque jour, durant six mois, de l'aube au crépuscule, sous un grand caroubier, à l'Ouest du village de Deir Hanna. »

Les lois d'exception ont servi de couverture légale au vol massif des terres et de propriétés arabes. La première manière dont ces lois d'exception furent appliquées dans ce but était simplement pour expulser les Arabes du pays. Cette procédure particulièrement intense dans les années 50 avait pour but de « nettoyer » les régions frontalières et d'ouvrir la voie à la colonisation juive.

Par exemple, Ashkelon, près de la frontière avec la bande de Gaza, était un village arabe. Un matin de l'été 1950, l'armée israélienne pénétra dans le village, entassa ses habitants dans des camions, les déchargea à la frontière avec Gaza et leur ordonna de fuir. La nouvelle ville d'Ashkelon, vide de tout Arabe, s'est alors construite. De 1949 à 1951, une vingtaine de villages arabes ont été vidés de leurs habitants par des méthodes semblables.

La coopération flico- espagnole

La foire exposition internationale de Bordeaux était placée cette année sous le signe de la coopération franco-espagnole. Elle était inaugurée hier conjointement par Chaban, Galley et l'ambassadeur d'Espagne dont le pays occupait le plus grand stand à la foire. De nombreux touristes espagnols étaient venus par cars assister à l'exposition.

Des militants du Comité de soutien à la lutte du peuple espagnol, du Secours basque, de la LCR, du PCR,

de Révolution ! sont intervenus en diffusant des tracts près du pavillon espagnol dénonçant la dictature ainsi que le soutien que lui apporte le gouvernement français. Ce ne fut pas du goût des sbires de Ponia qui étaient plus de 50 en civil ou en uniforme, à patrouiller à l'intérieur du stand. 14 camarades étaient arrêtés pour vérifications d'identité puis libérés ; la diffusion s'est poursuivie autour du pavillon espagnol.

Correspondant

IRAN

LE REGIME DU SHAH ASSASSINE DE NOUVEAU

Selon les dernières nouvelles de la radio et de la presse du régime du Chah, dimanche 16 mai 1976 au cours de trois accrochages simultanés à Téhéran, onze guérilleros (Laden al Aghah, Ezat Gharavi, Farhad Sadigh Pachai, Mustafa Derigh Hamedani, Golem Abbas Zarkari, Ahmad Reza Ghanbar apour, Nasser Chayghan Cham Asbi, Arjangoh Chayghan Cham Asbi) sont tombés et cinq policiers dont un colonel (chef du commissariat) ont été tués.

Nasser et Arjangh Chayghan (14 et 11 ans) les fils de Mère Chayghan, qui demeuraient chez les guérilleros ont également trouvé la mort.

Déjà en 1973, Nader Chayghan (leur frère aîné) avait été abattu par la police : leur mère avait décidé de rejoindre le camp des guérilleros. Elle est actuellement paralysée des suites des mauvais traitements qu'on lui a infligés sous la torture et doit purger douze ans de prison.

D'autre part, le camarade Hadi Fardjane a aussi été assassiné lors d'un accrochage à Meshed.

Mardi 18 mai, les affrontements de trois groupes révolutionnaires avec la police à Karadje, Ghazvine, Rachte ont eu lieu au cours desquels dix militants révolutionnaires ont été abattus dont, parmi eux, trois femmes. Parfois, lorsque la capture de ces révolutionnaires, la police déclare que ceux-ci ont été tués et ce, pour éviter toutes protestations de la part des progressistes du monde entier. Ensuite, à l'abri de ses fausses déclarations, la police procède alors à des tortures diverses et souvent mortelles ces prisonniers.

Nous demandons à toutes les forces progressistes et anti-fascistes de protester avec énergie contre le régime fasciste du Chah.

Union de Etudiants
iraniens en France
(membre de la Confédération
des étudiants iraniens)

ATTENDRONT- T-ILS 1981 ?

« J'ai été élu pour sept ans. Je resterai en fonction pendant ces sept années » a déclaré Giscard à la chaîne de télévision américaine NBC. Une façon polie de dire qu'il ne tiendra aucun compte du verdict des prochaines élections législatives. Et il ne manquera pas de se prévaloir de ses 50,8 % de mai 1974 pour affirmer sa légitimité et dire : « J'y suis, j'y reste ».

C'est la première fois que le président se montre aussi clair sur ses intentions en cas de victoire électorale de l'Union de la Gauche. Lors de sa dernière « réunion de presse », il s'était contenté de phrases sibyllines. Le fait qu'il s'engage ouvertement aujourd'hui à cohabiter avec une assemblée de gauche en dit long sur les intentions de la bourgeoisie française. Consciente de sa probable défaite, elle prépare une utilisation subtile des institutions de la V^e République pour canaliser dans un premier temps, puis casser dans un second, le mouvement qui aura porté l'Union de la Gauche au gouvernement. On n'est plus en 1967 où De Gaulle pouvait mettre son mandat en jeu, ni en 1973 où Pompidou pouvait rester muet sur son attitude éventuelle en cas de victoire de l'opposition. La quasi-certitude d'un prochain changement de majorité au Parlement incite les hommes du pouvoir à déterminer dès aujourd'hui le cadre et les modalités de l'affrontement. En refusant d'avance de se soumettre, Giscard sait bien qu'il place les partis de gauche en porte-à-faux. Car ceux-ci ne cessent de proclamer leur légalisme et leur respect des institutions. Georges Marchais, prudent, avait renvoyé la balle au président, il y a trois semaines, en estimant, que celui-ci devrait « se soumettre ou se démettre » si la gauche gagnait les élections. François Mitterrand, plus catégorique, avait crié bien fort, lors du meeting électoral de Tours, que la gauche « respecterait le verdict de 1974 ». C'est suffisamment dire que ni l'un ni l'autre n'ont l'intention de demander à Giscard de s'en aller, au lendemain, de la victoire.

On ne voit pourtant pas comment un gouvernement de gauche pourrait agir dans ces conditions. Soit, c'est lui qui se soumet, en acceptant une cohabitation qui, du fait de la nature même des institutions françaises, tournera à l'avantage du président. Soit, il s'appuie sur les luttes des travailleurs pour chasser Giscard de l'Elysée, en mettant en cause, par la même, la légitimité de la Constitution de 1958.

Il n'y a pas d'autre issue.

Pierre Julien

La politique militaire de Giscard 3/ LA BOUSSOLE ATLANTISTE

En temps de crise, il faut sauver les meubles. C'est ce que tente Giscard. Pour cela il doit compter avec ce qu'il a, il ne peut se permettre de changer radicalement le dispositif militaire. Les risques sont trop grands : ne serait-ce que les affrontements qu'un tel bouleversement susciterait avec le mouvement ouvrier et une partie de la hiérarchie militaire. L'an dernier, il projetait de réduire le service militaire et de jeter les premières bases d'une armée de métier. Il a dû abandonner ce projet. On ne réorganise pas complètement une armée avant une bataille.

Les nouvelles menaces

La situation en Europe du sud inquiète l'impérialisme US et Giscard avec. Les récentes déclarations de Kissinger et Sommerfeldt sont claires. Sur le plan politique, la direction impérialiste tente de faire pression sur la bureaucratie soviétique et les partis socialistes pour qu'ils contrôlent la situation. Au niveau militaire, les défaites en Indochine, en Angola, réduisent les possibilités d'intervention directe. L'impérialisme cherche à constituer des points d'appui locaux en surarmant des armées sûres (Israël, Afrique du Sud, Brésil, Inde etc...) et en mettant les bourgeoisies locales devant leurs responsabilités. En Europe, l'armée allemande est, semble-t-il, la seule armée européenne sur laquelle les Etats-Unis puissent compter. Ils cherchent également à renforcer leur pression directe et indirecte sur le bassin méditerranéen. Sur le plan de la doctrine, l'impérialisme américain insiste de plus en plus sur l'importance des forces conventionnelles. Il explique

pour cela que le seuil de dissuasion nucléaire est tel que les deux menaces s'annulent, ce qui revalorise les guerres classiques. Il insiste sur le rôle décisif de l'alliance atlantique et de l'OTAN devant ce nouveau champ de bataille. Il a mis au point enfin de nouveaux systèmes d'armes, les *précisions guides munitions* qui permettront de remplacer les armes nucléaires tactiques par des armes classiques très précises. Expérimentées au Vietnam et au Moyen-Orient, ces armes sophistiquées peuvent avoir une puissance de feu égale à une bombe nucléaire tactique, sont très *propres* (non-nucléaires) et atteignent toujours leur but. Elles sont guidées au laser et avec des caméras de télévision. Elles sont appropriées aux conflits classiques comme aux guerres civiles.

Reste à appliquer ces belles théories dans une Europe secouée par les luttes ouvrières que contrôlent de moins en moins les bureaucraties. C'est dans ce contexte international, alors que les difficultés sont grandes dans l'armée française elle-même, que l'on peut saisir le sens des récentes mesures de Giscard.

Se préparer à livrer bataille

Giscard a beaucoup insisté sur la question de la bataille lors de sa pauserie à TF 1 le 5 mai dernier. De quelle bataille s'agit-il ? Giscard cite en exemple le Vietnam, la Tchécoslovaquie et le Moyen-Orient. Quels moyens se donne-t-il ? Il insiste sur les forces conventionnelles. On voit que la tendance est conforme aux nouvelles doctrines de l'impérialisme américain...

En fait, la politique de Giscard, si

laisse à la Bundeswehr et aux forces américaines stationnées en RFA l'essentiel des tâches. Il réduit le nombre des missiles Pluton, les stationne en France, comme pour céder aux pressions gaullistes. En fait tout le monde sait bien que ces missiles tactiques ne servent à rien. Sur le flanc sud, par contre, comme le déclarait Bourges l'an dernier, la méditerranée est désormais la zone d'action principale (le Monde, 8/5/75). La présence militaire française y est intensifiée et les forces réorganisées en conséquence. Le maintien du service obligatoire permet, outre les concessions à toutes les forces conservatrices de l'armée de terre, de conserver en période de chômage et d'insécurité les fonctions d'embrigadement traditionnelles de l'armée.

Sur le plan, pratique, la réorganisation de l'armée de terre et le rôle grandissant de la gendarmerie se conjuguent pour donner à l'armée classique des missions de défense de l'ordre public en temps de crise. Les nouvelles divisions d'infanterie la DOT est supprimée, doivent en effet être en mesure d'intervenir rapidement en quelque lieu et en quelque circonstances que ce soit, notamment sur l'ensemble du territoire. Comme par ailleurs les programmes de recherche militaire sont centrés sur l'électronique et le laser, on peut penser que si la bourgeoisie se prépare une bonne place dans le marché des armes sophistiquées, elle entend aussi équiper ses forces conventionnelles. Toutes choses qui, au delà des doctrines ambiguës, relèvent d'un certain réalisme. C'est ce que suggère clairement le chef de bataillon chargé de répondre à Gallois dans le dernier numéro d'Armée d'aujourd'hui : « Cer-



Satory : la grande foire officielle de vente du matériel militaire français. Joyeuses figures d'acheteurs d'armes. (Fotolib).

notes politiques

● ILS COGNENT SANS ETRE INQUIETES

Un groupe de fascistes a agressé, hier sur le marché Blain, des militants qui vendaient leur presse. A coups de fléau, ils ont envoyé à l'hôpital un militant des JC et un militant de l'AJS.

Les représentants locaux du PS, du PSU, de l'AJS, de la LCR, de Révo, du CDA et du « Canard du XIII^e » ont diffusé un communiqué où ils s'engagent à défendre mutuellement leur diffusion sur le marché le dimanche matin.

Le PC a refusé de joindre sa signature.

● MARSEILLE : QUAND LES JEUNESSES SOCIALISTES FONT LA FETE...

Samedi, de 15 H à 20 H, « le premier parti de France », comme il aime à se nommer, organisait la fête de la jeunesse. A l'entrée, un militant de la JS propose des billets de tombola. Il nous apprend que l'on peut gagner « un voyage à Tel-Aviv ou à Stockholm » et pour les moins chanceux « des billets pour un match de foot ».

La salle est triste malgré Guy Bedos qui vient de terminer son spectacle devant 500 personnes. Un artiste local reprend ensuite le répertoire de Ringo, le public « apprécie ». La partie politique commence par un discours vigoureux appelé à la jeunesse éprise de justice et liberté. Parlera-t-on d'Agret et Teyssie croupissant à deux kilomètres de là ? Parlera-t-on des soldats emprisonnés à Hyères ? Parlera-t-on des luttes étudiantes, du chômage des jeunes ? Non, on terminera en annonçant Herbert Pagani. Triste samedi, alors que dehors, le soleil brille.

● L'UDB ET LA CORSE

Au moment du procès d'Edmond Simeoni nous tenons à affirmer solennellement que le peuple Corse a le droit de disposer de lui-même.

Aux graves problèmes des peuples minoritaires l'Etat français répond par la répression en se servant de sa Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction anti-démocratique.

Communiqué de l'Union Démocratique Bretonne (UDB).

Libérez Lahyani et Mazoué

La section CFDT de Paris du CCG a appris avec indignation la condamnation à un an de prison de Jacques Lahyani étudiant et de Serge Mazoué, militant CGT.

Alors que les nervis de l'UNI, du GUD et d'autres bandes fascistes, agressent quotidiennement les militants ouvriers et démocratiques, sans être inquiétés et surtout jamais condamnés.

Notre section affirme le droit et le devoir des militants anti-fascistes à l'auto-défense, car nous ne voulons pas que se renouvellent les événements d'il y a un demi-siècle d'Italie et d'Allemagne.

Section CFDT de Paris du Crédit commercial de France

Les sections CGT, SNES et SGEN du lycée Buffon à Paris exigent la libération immédiate de J-J Lahyani et de Serge Mazoué condamnés respectivement à un an de prison ferme et huit mois pour avoir osé riposter à une agression de fascistes de l'UNI qui collaient des affiches armées de fléaux japonais et de barres de fer.

VIENT DE PARAITRE

inprecor

correspondance de presse internationale

N°51 13 mai 1976

ITALIE
Les élections anticipées
Livio Maitan

GRANDE-BRETAGNE
Après le départ de Wilson
interview d'Alain Jones

INDE
Le budget de l'année 1976
M. Naveed

VENEZUELA
Politique et Pétrole
Gonzalo Gomez

ARGENTINE
La répression s'accroît

PORTUGAL
La capacité de riposte
A. Udry - Ch. Michaloux

ESPAGNE
Arias Navarro: une voix
d'outre tombe

JAPON
A bas le gouvernement Miki

INPRECOR 76 rue Antoine Doinville - 1000 Bruxelles - Belgique
Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS : 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; Scan 17
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Daily 1030 Bruxelles - Compte courant n°210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : ROUGE 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

elle louvoie entre les vives contradictions que nous avons soulignées tente de construire un appareil militaire efficace dans le cadre des confrontations de classe qui se dessinent en Europe. Le PC et le PS protestent contre la réintégration dans l'OTAN, comme si De Gaulle avait rompu avec l'alliance contre-révolutionnaire en 66. Il n'a quitté que l'organisation intégrée de l'alliance et a toujours maintenu des liens techniques et militaires avec les forces de l'OTAN. Aujourd'hui, la politique de Giscard, va dans le sens d'une adaptation aux nouvelles doctrines américaines tout en conservant, pour des raisons politiques, les dogmes gaullistes. Cette adaptation est évidente quand on observe de près ses choix stratégiques et les investissements qui en découlent.

Sur le flanc nord-est de l'OTAN, il

tes, la France n'a ni l'envie, ni les moyens de jouer au gendarme mondial, mais on ne peut écarter le cas de crises survenant en Europe ou dans le bassin méditerranéen mettant directement ou indirectement en cause les intérêts majeurs de la France. Sans faire preuve d'imagination débordante, on peut envisager une situation évoluant en Europe du sud comme elle l'a fait en Angola (et comme elle aurait pu le faire au Portugal !) puis s'étendant progressivement, par exemple, par mouvement autonomiste interposé, au territoire national, créant dans une partie du pays un chaos identique à celui que les Palestiniens entretiennent au Liban. Dans ce cas, à quel moment et contre qui le général Gallois déclencherait-il ses foudres nucléaires ?

Et voilà comme on retrouve l'ennemi intérieur... FIN. Jean-Yves Pétel.

LES QUESTIONS DE ROUGE

Nous avons publié samedi dernier une enquête auprès de nos lecteurs de façon à connaître ce qu'ils pensent du quotidien. Il s'agissait d'un questionnaire-guide non limitatif et c'est ainsi que vous l'avez compris puisque, depuis une semaine, nous recevons un flot de réponses, des dizaines de lettres de plusieurs pages chacune. Un courrier extrêmement riche où fourmillent critiques, propositions et encouragements. C'est clair, les lecteurs avaient besoin de nous écrire et l'équipe du journal avait besoin de ce courrier qui va permettre d'améliorer notre quotidien, d'autant plus que de nombreuses lettres se recoupent.

Nous republions aujourd'hui le questionnaire et nous insistons pour que chacun prenne sa plume. Il ne s'agit pas d'une formalité. Toutes les lettres sont lues par l'ensemble de l'équipe et seront discutées au cours d'un stage.

Samedi prochain, nous publierons quatre pages de courrier, avant de tirer un premier bilan de cette enquête.

Ajoutons que certaines lettres, les plus intéressantes bien sûr, sont accompagnées d'un chèque. C'est une riche idée à reprendre...

QUESTIONNAIRE

Contenu du journal.

- Le découpage en rubrique vous semble-t-il satisfaisant ?
- Ce découpage couvre-t-il l'ensemble des questions que vous voudriez voir aborder ?
- Le journal vous semble-t-il : pas assez analytique ? pas assez informatif ?
- Quels thèmes voudriez-vous voir abordés ?
- Ressentez-vous la nécessité de vous procurer un autre journal pour obtenir un complément d'information ?
- Quelles critiques avez-vous à apporter au style rédactionnel ?

Qui êtes vous ?

- Militant ? Sympathisant ? Militant ou proche d'une autre organisation ? Lecteur intéressé ?
- Quelle est votre catégorie professionnelle ?
- Où travaillez-vous : Atelier, bureau, lycée, facs ?...
- Quel est votre âge ?
- Pouvez-vous lire le journal publiquement sur votre lieu de travail ?

Rythme de lecture :

- Lisez vous le journal tous les jours ?
- Sinon, combien de fois par semaine ?
- Le faites-vous lire à d'autres ?

- Trouvez-vous le journal tous les jours au même endroit ?
- Manque-t-il des journaux ou y en a-t-il trop dans votre kiosque ?
- Le kiosquaire le met-il en évidence ou le cache-t-il ?

Avotre avis, le journal doit-il paraître au mois d'août ?

- S'il paraissait au mois d'août, pensez-vous l'acheter régulièrement ?
- A quel endroit ?

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	123541.60	Sciences Rennes	200.00
C.R. Ronchois	100.00	Diffuseurs Brest	2650.00
Cheminot Gare de l'Est	100.00	J.B. Grenoble	10.00
A.B. Noisy le Sec	80.00	C.M.A. Carcassonne	300.00
E.M.P. Chelles	100.00	Nicole et Philippe Lyon	150.00
B.D.C. Chelles	200.00	Surveillants Lycée	
M.H. Juvisy	100.00	Corneille Rouen	150.00
P.C. Créteil	200.00	B.P. St Maur des Fossés	300.00
Diffuseurs Renault	850.00	Une abonnée	30.00
Diffuseurs et sympathisants		L.P. Valdampierre	50.00
Créteil	470.00	Comité rouge Marseille	155.00
B.P. Auxerre	100.00	Diffuseurs Grenoble	1510.00
Comité Rouge fac		NOUVEAU TOTAL	131596.60

A Rennes

UNE COORDINATION ETUDIANTE « NATIONALE »

Les comités de grève de l'université de Haute Bretagne, c'est à dire les facultés de Rennes 1 et Rennes 2, avaient proposé la tenue d'une nouvelle coordination nationale étudiante les 20 et 21 mai. Leur appel précisait que cette convocation se faisait « sous réserve de la position du collectif national » issu de la précédente coordination, à Lyon. Ce dernier répondit par la négative. L'éclatement, la dispersion, les inégalités de la grève étudiante ne permettaient plus, selon lui, une telle réunion. Parce qu'elle ne pourrait être représentative, parce qu'elle ne pourrait décemment s'intituler « coordination nationale » étudiante, parce que, ne pouvant être contrôlée par une grève massive, par des AG dans toutes les universités, elle permettait toutes les manipulations. Ainsi quel que soient les critiques que l'on a pu faire à leur déroulement, les décisions de l'ensemble des véritables coordinations nationales

du mouvement étudiant avaient un réel crédit parce qu'elles étaient l'émanation d'une grève effective et que les délégués rendaient des comptes devant les assemblées générales représentatives.

A Rennes ce fut loin d'être le cas. Maintenu malgré le refus du collectif (Rouge du 19 mai), la coordination n'a rassemblé que 29 délégués mandatés de 9 facultés 13 facs et 29 mandats, alors que toutes les coordinations précédentes en rassemblaient plus d'une cinquantaine représentées par plus de 200 délégués. Cet échec était inévitable, car il n'y avait pas de place dans la situation présente pour cette réunion, suspendue « en l'air ». Commencée le 21 mai vers midi, elle a finalement adoptée point par point une motion. Le passage principal concerne les examens. Les délégués de Rennes 1 et 2, de Lille 1, d'Orléans, de Nantes, de Paris X, Paris III, Paris V et Langues O, ainsi

que les observateurs de Tolbiac, Orsay, Caen et Montpellier lettres ont ainsi adopté par 11 pour, 8 abstentions et 9 sur une autre motion, la position suivante : « Dans la mesure où l'Etat et les enseignants réactionnaires imposeraient les modalités d'examen « normal », qui aboutiraient de toute façon à une hécatombe, les étudiants boycotteront comme ils l'ont déjà fait dans plusieurs centres. Les modalités qui seront proposées dans les AG pour le passage des examens doivent à notre sens se fixer pour objectif la validation de l'année pour tous. Ou bien nous imposons nos conditions, ou bien nous les boycotterons ».

C'est évidemment une position, le boycott à même été adopté dans quelques centres, mais elle ne peut être aucunement considérée comme celle de l'ensemble du mouvement étudiant. Cette dernière avait déjà été définie à Lyon, le 6 mai (Rouge du 7 mai).

Manifestation de parents et de lycéens au Quartier latin

CONTRE LES EXACTIONS FASCISTES A L'OMBRE PROTECTRICE DES FLICS

Pour protester contre les attaques des fascistes de la Faculté d'Assas en direction du Lycée Montaigne, dans le quartier Latin, à Paris, et aussi contre le climat de terreur qu'ils font régner dans l'ensemble du quartier, trois cents lycéens et parents se sont rassemblés le

21 mai devant le Lycée à l'appel de la Fédération Cornec des Parents d'élèves. Deux objectifs avaient été fixés : une délégation chez Goldman, président de la faculté d'Assas, et une chez Pierre Bas, député UDR du sixième arrondissement.



Vous vous souvenez de cette photo. C'était le 15 avril dernier, à l'angle du quai de la Tournelle et du boulevard Saint-Germain à Paris, lors d'une manifestation étudiante. Une grenade lacrymogène lancée à tir tendu, illégal, frappa en pleine face Frédéric Buxin, ce collégien du CET industriel de la Celle St Cloud. Ses parents ont porté plainte. Le parquet du tribunal de Paris vient d'ouvrir une information contre x pour coups et blessures volontaires. Il ne devrait pas être nécessaire de chercher très loin : des « X » en uniforme policier et tirant des grenades, ça ne manquait pas ce jour-là.

Les fascistes étaient aussi au rendez-vous. Ils étaient une cinquantaine rue d'Assas, en grande discussion avec les flics qui quadrillaient le quartier. Sous les yeux bienveillants de ces derniers, provocations et intimidations se multiplièrent car, selon leur propre mot, ils n'étaient « pas en leur pouvoir d'assurer la sécurité de la manifestation », ni même de la délégation de parents qui devait se rendre dans la faculté pour rencontrer le président Goldman.

Finalement c'est au lycée Montaigne qu'eut lieu cette entrevue. Goldman se déchargea de toute responsabilité. Un arsenal entreposé à Assas ? Des interdictions de séjour de certains étudiants « de gauche » imposées par le GUD ? Des atteintes à la liberté d'expression ? Des passages à tabac sous l'oeil indifférent des vigiles ? Goldman ne veut pas en entendre parler... Les parents lui demandèrent de faire une déclaration à la presse où il indiquerait qu'il n'a plus aucun contrôle sur sa faculté. Ils demandèrent aussi que la faculté soit fermée quelques jours. Non, Goldman est bien trop fier de présider une faculté où les examens se déroulent dans l'ordre, même si les inscriptions « Goldman au four » s'étaient sur certains murs d'Assas, même si le service des urgences de l'hôpital Cochin doit, par ce fait, être rempli.

Après cette entrevue, lycéens et parents se dirigèrent en manifestation vers la mairie du sixième malgré les tentatives d'intimidation des flics et des fascistes. Pierre Bas était comme par hasard « absent ». Après la dispersion, les fascistes poursuivirent quelques lycéens, notamment autour du jardin du Luxembourg.

Une fois encore les liens entre les nazillons et la police sont apparus. Après ce premier pas, il faut intensifier les initiatives unitaires entre toutes les organisations concernées pour s'opposer à la tentative des fascistes de faire du quartier latin leur chasse gardée.

A NOS CORRESPONDANTS

Pour faire le point exact de la situation dans chaque université sur les examens, nous vous demandons de téléphoner au journal demain, mardi 25 mai, de 14 heures à 17 heures.

JAMAIS VU DEPUIS MAI 68

Sous ce titre Rouge publiera du mercredi 26 au vendredi 28 mai un reportage sur la grève étudiante, à la suite d'une enquête dans plusieurs

villes de province. Une page y sera consacrée chaque jour. Des numéros à ne pas manquer dans les facs, les lycées, les CET.

Magasin Radar-Dreux

« CLIENTS, ALLEZ AILLEURS ! »

- Des caddies barrent l'entrée du magasin
- Succès de la journées « Portes ouvertes »

Un argent fou leur passe entre les doigts directement dans la caisse de Radar, hyper-marché de Dreux pour ne laisser sur leur feuille de paie que 1300 Frs à la fin du mois. Des conditions de travail éprouvantes (horaires, cadences, bruit, température) s'ajoutant aux salaires « extra-fins » ont fait débordé le vase. A Dreux pourtant, Radar est prospère ; les actionnaires ont vu leur part doubler en 75. Cette succursale est avec celles de Rennes et de Mondrange bénéficiaire.

C'est aussi dans ces trois-là que l'on voit actuellement des mouvements.

Le personnel en grève massivement (95 %) s'est constamment mobilisé montant d'un cran à chaque refus patronal. D'abord demande aux clients d'aller ailleurs, puis le mot boy-cott est prononcé sur la ville, enfin la grève avec occupation est votée à l'unanimité. Les revendications sont : 2000 Frs minimum indice CGT, 13^e mois, suppression du délai de carence maladie et diverses primes et avantages sociaux.

Le conflit est très populaire : plus de 500 Frs ont par exemple, été collectés en trois heures dans un lycée. Aussi rien d'étonnant à ce que le moral soit d'acier. La chanson de la grève se termine par : « *Ce n'est pas le patronat qui fera cesser notre combat* ». Des caddies sont couchés tout autour du parking dissuadant tous les jaunes en puissance.

Samedi c'était la journée « Portes ouvertes » avec musique, merguez, et au cours de laquelle, un responsable CGT déclare que des débrayages et manifestations vers les boîtes en grève seront envisagées au cas où les flics auraient la mauvaise idée de faire comme à Caron-Ozanne. L'animation des commissions, la popularisation donnent un réel rapport de forces.

Pendant les négociations, les grévistes demandaient 16 % d'augmentation, plus 4 % de rattrapage du pouvoir d'achat. Le patron n'a lâché actuellement que 13,6 % et 2 %. Ces propositions sont jugées unanimement insatisfaisantes, la grève continue, d'autres initiatives sont prévues.

Aujourd'hui, une délégation massive montera à la direction générale. Les travailleurs de Radar de Dreux s'emploient à développer leur action au niveau des autres radars.

A Dreux depuis le début de l'année 76, quand il n'y a pas une boîte en grève, il y en a deux.

A Comasec (gants de sécurité, lunettes) une grève avec occupation a déjà pu obtenir dans l'atelier trempage un SMIC à 2 100 Frs. Mais la lutte continue pour que l'ensemble des travailleurs gagnent plus que les 14 Frs nets actuels. La proportion des femmes est très importante à tous les niveaux, en particulier celui des actions.

Correspondant

lip unité

Bulletin de la section C.F.D.T. LIP

MAI 1976
N° 2 - 2^e série
TOUT COURRIER
« Lip Unité »
U.L. C.F.D.T.
3, rue Champrond
25000 Besançon
ou
Bernard Billot
11, boulevard Blum
25000 Besançon

PRIX DU NUMERO : 1 F - ABONNEMENT : 10 F
Règlement chèque bancaire à l'ordre de Bernard Billot

OPERATION PORTES OUVERTES

Si les travailleurs de Lip avaient douté, et certains doutaient, que le conflit mené en 1973 n'avait plus de résonance chez ceux qui les avaient soutenus avec opiniâtreté durant plusieurs mois, le succès des journées « Portes ouvertes » des 8 et 9 mai les auraient pleinement rassurés.

Les Lip bénéficient encore d'un capital d'amitié considérable, et qu'il nous soit permis, par l'intermédiaire de ce journal, de dire un merci chaleureux à tous ceux qui, soit samedi, soit dimanche sont venus nous exprimer leur solidarité.

Ce sont, en effet, 17 000 à 18 000 personnes qui durant ces deux jours ont franchi les portes de l'usine sous un temps radieux (que nous n'avions pas connu à la marche) pour participer à ces journées qui se déroulaient de la façon suivante.

Il y avait déjà la visite de l'usine. Les visiteurs étaient reçus dans le hall où se trouvaient les hostesses chargées de vendre badges, auto-collants, dossiers Lip 76 et divers matériels dont des cendriers fabriqués dans l'usine, les guides prenant en charge les différents groupes.

Puis un montage vidéo racontait l'histoire de LIP et incitait le spectateur à se poser des questions qu'il pourrait reformuler en fin de visite, au cours de discussions.

Ensuite, c'était le passage très intéressé au quart

aux postes de démonstrations horlogères, à la collection LIP, à l'atelier de galvanoplastie, à la mécanique, à l'exposition photos. A chacun de ces points, les Travaillateurs donnaient des précisions sur leurs productions avec des arguments souvent très convaincants, puisque tous les visiteurs étonnés des investissements accomplis et des acquis dans le domaine de l'électronique, s'en allaient scandalisés des mesures prises contre une entreprise qui possède un tel potentiel technique.

La visite s'achevait naturellement à la buvette très bien alimentée en boissons, en merguez, en brochures et... en discussions dont Lip était le centre.

Lip plus ou moins prisonnier du mythe 73... ? Lip doit beaucoup de Travaillateurs en lutte attendent des initiatives... ?

Lip capable ou non d'apporter une réponse et une contribution au combat mené contre les licenciements... ?

Parallèlement à cette visite, nous avions invité à notre opération « portes ouvertes » d'autres travailleurs en lutte à ce propos il nous semble nécessaire de nous expliquer pour que toute ambiguïté soit levée.

Etant parfaitement conscients qu'il existe en France de nombreuses luttes permanentes et difficiles

Le numéro 2 de Lip-Unité, bulletin de la section CFDT de Lip, est paru. Au sommaire : le compte-rendu de l'opération « Portes ouvertes » des 8 et 9 mai, un article sur la situation actuelle et les pers-

pectives, un bilan des initiatives prises depuis le début de la lutte. Pour commander, s'adresser à l'UL-CFDT 25 000 Besançon, 3 rue Champrond ou Bernard Millot, 11 boulevard Blum 25 000 Besançon.

Hôpitaux Lyon

20^e jour de grève

L'administration joue au chat et à la souris

Veyret, directeur général des hospices civils se dit « favorable à l'obtention des 13 heures, mais ce n'est pas moi qui décide, je transmets au gouvernement ». Pradel, président des Hospices et qui pense toujours à son siège à la mairie, déclare : « *Je vais intervenir personnellement auprès de Fourcade* », mais concrètement, rien de nouveau. Chacun se renvoie la balle : c'est pas moi, c'est l'autre... !

Face à cela, la mobilisation reste confuse et contradictoire. Le 13 mai, 3 000 hospitaliers participaient à la manifestation interprofessionnelle. Par contre le pourcentage des grévistes effectifs n'est environ que de 10 % : d'un côté les services généraux ainsi que les administratifs sur Edouard Herriot et la Croix-Rousse sont massivement en grève, de l'autre très faible participation du personnel soignant et des blocs opératoires. Par contre à l'appel de la CFDT de nombreuses expériences de soins gratuits sont faites dans les consultations, services de soins, blocs opératoires, urgences et laboratoires.

Une telle situation ne pourrait se développer qu'avec l'unité CGT-CFDT. Or, la division s'accroît. Si la CGT a été la première à lancer le mouvement, elle l'a fait sur une base sectaire voulant affirmer par là son hégémonie. Auparavant dénoncée comme attentiste et réformiste, la CFDT est dénoncée aujourd'hui comme gauchiste et aventuriste pour oser parler de grève administrative. Pas une réunion de catégorie, pas une assemblée générale sans que des insultes ne soient lancées à l'adresse de la CFDT : « *Morpions, crabes, confédération française de division des travailleurs et même CFDT-Monin, ordures !* »

Cette virulence de la direction CGT cache mal son manque de perspectives et ses propres contradictions puisqu'elle refuse obstinément la seule voie possible pour approfondir la mobilisation : aller vers la généralisation de la grève administrative sur l'ensemble des hôpitaux lyonnais dans l'unité syndicale

Correspondant

en lutte



• **Fonderies d'Art Valsuani :** 3^e semaine de grève avec occupation. Les salaires sont inférieurs de 20 % à 25 % à ceux pratiqués dans les entreprises similaires ; les travailleurs réclament 10 % de rattrapage des salaires, l'échelle mobile des salaires selon l'indice CGT, l'amélioration des conditions de travail. Ils organisent des collectes dans le 14^e, les entreprises de la métallurgie et aussi parmi les milieux artistiques. La solidarité, notamment financière doit s'amplifier jusqu'à ce que le patron cède.

• **A Wonder Louviers :** la lutte se durcit. Mercredi, la direction a essayé d'empêcher les travailleurs de défiler dans l'usine. Le chef du personnel a frappé un délégué immigré CFDT, devant 200 témoins. Plainte a été déposée. La CFDT s'est portée partie civile. A la suite de cela, le nombre de grévistes est passé de 200 à 550 (ils sont donc maintenant majoritaires). La grève continue comme à Vernon et à Lisieux.

• **Les pompiers en grève illimitée depuis le 18 mai à Poissy.** A 900 mètres de l'usine Chrysler, où la CFT fait régner la terreur, les pompiers de Poissy font signer, en toute liberté et avec le plus grand succès, un cahier de soutien à leur action. Quand on sait qu'ils travaillent en moyenne 90 H par semaine, on comprend qu'ils soient déterminés à soutenir l'épreuve de force face à la mairie.

• **Succès de la journée « Portes ouvertes » au Foyer Romain Rolland à St-Denis :** plus de 200 personnes ont participé à la journée « Portes Ouvertes » au Foyer Romain Rolland à St Denis. Un membre de comité de coordination des résidents en lutte a fait une déclaration soulignant l'importance de l'unité entre ouvriers français et immigrés.

Correspondant

• **Occupation des Chantiers de Normandie :** les travailleurs des Chantiers de Normandie ont engagé l'action depuis cinq semaines ; depuis le 19, ils occupent à Grand-Quevilly, (banlieue de Rouen), au Havre et à Dieppe. Ils réclament 2 000 Frs minimum, 200 Frs pour tous d'augmentation, le retour aux 40 H.

Correspondant

• **Stagiaires FPA : échec à la direction :** jeudi 20 mai, plus de 200 stagiaires FPA, accompagnés de responsables confédéraux CGT et CFDT ont occupé pendant 6 heures, le bureau de la direction nationale de la FPA ; d'ores et déjà il est acquis qu'aucune sanction ne devra être prise et que les heures de grève seront payées.

Correspondant

• **Travail au ralenti aux Transports Danzas à Paris :** les travailleurs de Danzas se battent pour une augmentation de 200 Frs par mois, l'application d'une nouvelle grille, la mensualisation à partir de 6 mois de maison.

vie syndicale

Comité Confédéral National de la CGT

« Certains responsables du PS » sont pris à partie

Le comité confédéral national de la CGT s'est réuni les 19 et 20 mai à Paris. Dans son rapport, présenté au nom du Bureau confédéral et adopté par la CCN, René Bühl a notamment déclaré :

« Nous posons une question : est-ce qu'il faut accorder du crédit au compte-rendu publié le 30 avril par « Le Monde » et qui fait état des discussions au séminaire de réflexions organisé par le secrétariat du Parti socialiste ?

Selon cette relation qui n'a pas été démentie, l'action de la gauche au pouvoir se développerait en trois étapes :

1) Dans un premier temps, le gouvernement de gauche devrait chercher à élargir sa base sociale et il conviendrait en conséquence de prendre des mesures en faveur de nombreuses catégories sociales, sans peser trop lourdement sur le budget. Pour obtenir le « consensus politique » on compterait sur l'aide des centrales syndicales, afin d'éviter une confrontation sociale

2) Dans une seconde étape « pouvant durer deux ou trois ans », la gauche devrait consolider sa victoire... points de suspension.

3) Ce n'est que dans la troisième étape, c'est-à-dire après 1981... terme du mandat de Giscard d'Estaing comme par hasard... que la gauche pourrait s'estimer en situation de modifier en profondeur les structures.

Serait-ce là la stratégie envisagée par certains responsables du Parti Socialiste ?

C'est une question de toute première importance, car :

a) C'est en effet l'appel à la « docilité » des organisations syndicales, à une sorte de consensus pour la mise en sommeil des grandes revendications, des revendications essentielles des travailleurs...

b) C'est le renvoi aux calendes grecques de la mise en application des orientations fondamentales contenues dans le Programme commun et concernant notamment les modifications de structures économiques

Et il se trouve qu'une telle stratégie pourrait sans doute faire parfaitement l'affaire des organisations syndicales telles que la CFDT ou la FEN, pour qui le Programme Commun constitue un héritage embarrassant et qui s'accommoderaient fort bien qu'il soit mis aux oubliettes... le temps d'une alternance...

« Voilà camarades, une question qui est trop sérieuse pour que la CGT la passe sous silence » Il nous semble donc nécessaire que le CCN

ELECTIONS CHEZ LES MINEURS DE LORRAINE

Pour l'ensemble du bassin, fond et jour, le vote du 19 mai montre une progression très sensible de la CFDT pour les délégués hygiènes et sécurité. Par contre la CGT perd près de 7 % sur 1973.

Inscrits : 19 664. Votants : 15 060
CGT : 5 388. 36,9 % (6,8 %)
CFDT : 4 406. 30,1 % (+ 9,6 %)
CFTC : 3 396. 22,6 % (- 3,2 %)
FO : 1 522. 10,4 % (+ 0,4 %)

réaffirme clairement notre position de fond...

La CGT s'est engagée dans la lutte pour soutenir l'union de la gauche fondée sur des propositions de classe. La CGT a apporté et continue d'apporter son soutien au Programme commun, en raison de son contenu de classe...

Notre bataille pour la victoire de l'Union de la gauche a un objectif précis et impératif : « C'est la mise en application immédiate du programme commun. »

- Du 5 au 8 mai dernier, s'est tenu le congrès de la Fédération CGT des cuirs et peaux à l'île de Ré. 60 femmes sur les 130 participants, moyenne d'âge 33 ans, ce qui reflète la situation dans cette industrie. Thème central l'unité d'action et le renforcement de la CGT.

- Le 30^e Congrès de la Fédération CGT des travailleurs de la Construction s'est tenu à Nantes du 12 au 15 mai.

Caron-Ozanne

ILS NE S'INCLINERONT PAS

A Caen, après la manifestation de vendredi, les grévistes de Caron, expulsés de leur usine, discutent de la poursuite de la lutte. Après l'intervention policière, ils ont reçu plusieurs témoignages de solidarité. Ils envisagent la possibilité de continuer à sortir d'autres numéros de leur journal *Ouest-licenciements*. Des contacts doivent être repris avec d'autres luttes (Lip, Griffet), avec lesquelles ceux de Caron avaient jeté les premières bases d'une coordination lors de la journée « portes ouvertes », qui s'est tenue à Marseille et à laquelle ils avaient participé.



Les femmes de Caron-Ozanne

• Nous avons parlé avec 3 femmes de Caron, toutes trois syndiquées (1 CFDT, 2 CGT)

D'une façon générale, ce sont des femmes qui ont été affectées aux tâches traditionnelles, par exemple ce sont elles qui faisaient la cuisine, les hommes répondaient au téléphone. Certaines trouvaient ça « normal ». Mais toutes les femmes ont participé à la lutte. Elles étaient en général sans qualification manutentionnaires, brocheuses. C'est d'ailleurs un problème grave car à l'heure actuelle, beaucoup d'entre elles n'ont pas recherché un autre emploi et restent chez elles. Pour les autres elles constatent que la proportion de femmes et de jeunes qui n'ont pas retrouvé d'emploi — faute de qualification — est bien plus grande que pour les hommes.

Au début de la lutte, la question d'une crèche s'était posée mais les vacances survinrent (nous étions en juin) et à la rentrée les femmes qui avaient des enfants n'ont pas repris de nourrice et les ont gardé elles-mêmes à la maison.

En ce qui concerne l'occupation — jour et nuit — les femmes mariées n'ont souvent pas pu y prendre part, soit à cause des enfants, soit plus souvent à cause de leur mari. Il y avait tellement de ragots dans la ville sur ce

qui se « passait » à Caron-Ozanne (c'est le bordel, ils font des parties carrées...) que les maris ne voulaient pas que leur femme y aillent. En fait les hommes aussi avaient des problèmes à ce sujet avec leur femme.

Pendant la grève presque toutes les femmes participaient à la confection et à la diffusion des tracts, et d'*Ouest-licenciements*, aux journées nationales comme celle de Paris à la Tour Eiffel, à la fête de l'*Humanité*, à la fête de *Rouge*. Pour celles qui ne connaissaient que la brochure c'était intéressant. Même si, surtout au début ce n'était pas sans mal, et même à la fin, il y avait peu de femmes qui prenaient la parole ou proposaient des actions.

Il y avait eu juste avant la grève, un essai de faire un groupe femmes mais cela a tout de suite échoué car celles qui gagnaient un meilleur salaire ne voulaient pas en parler avec les autres et c'était un facteur de division. Pendant la lutte, il n'y a pas eu d'organisation spécifique et autonome des femmes. Tous les problèmes étaient abordés et résolus en AG. Cependant des thèmes spécifiques ont été abordés à travers les soirées d'animation de Caron-Ozanne : un film sur la lutte des femmes de Cerisay, une soirée du Planning familial. Les groupes femmes de Caen ont été à Caron-Ozanne, mais les liens ne se sont pas créés.

Jacques Villiers : 48^e jour de grève de la faim ; manifestation, samedi, à Agen.

Une manifestation a regroupé plusieurs centaines de personnes dans les rues d'Agen pour exiger la libération de Jacques Villiers, un paysan condamné à huit mois de prison ferme pour avoir giflé le président de la commission du remem-

brement contre lequel il se bat depuis longtemps.

La manifestation s'est rendue devant le Palais de justice, puis devant l'hôpital où Villiers poursuit sa grève de la faim depuis maintenant 48 jours. Son état est très grave. Le jugement en appel sera rendu mardi à 14h.

Il faut sauver Villiers !

LA CFDT A LA VEILLE DE SON CONGRES

« CFDT 1976 : nous sommes un million », cette proclamation fait la « première » du numéro de juin de *Syndicalisme magazine* revue mensuelle de la CFDT. En effet la CFDT compte 781.078 cotisants réguliers, soit environ 1 015 000 adhérents avec un taux de croissance spectaculaire de 50 % en 10 ans. Il s'agit là d'une des conséquences importantes du processus de recomposition du mouvement ouvrier français. Il est difficile, faute de données suffisantes, de l'analyser avec précision. Néanmoins un certain nombre de remarques peuvent être faites.

1) La CFDT recrute « à gauche »

Les pesanteurs historiques expliquent que « longtemps le comportement électoral des adhérents de la CFDT s'est situé plus à droite que celui du salariat moyen », comme le rappelle Edmond Maire et Jacques Julliard dans leur livre *La CFDT d'aujourd'hui*. Aux législatives de 73, 62 % seulement des adhérents CFDT avaient voté « à gauche ». Un bond en avant a eu lieu lors des présidentielles où 73 % des adhérents votèrent Mitterrand.

Mais pour autant la courbe de croissance de la CFDT ne suit pas celle du PS. Elle est beaucoup plus dépendante de la capacité de la CFDT à traduire la combativité ouvrière. Ainsi la CFDT a cru de 74 % en 68, de 8,5 % en 69, de 10 % en 3 ans de 1971 à 1974, mais seulement de 0,53 % en 74. 1974, l'année où Charles Piaget fut déclaré « incompetent » pour la présidence et où « l'autogestion » laissa la place aux « Assises pour le socialisme » et à « l'accord de grande portée du 26 juin » ! Coïncidences ? Peut-être ! En tout cas en retrouvant son « son discours autogestionnaire », la CFDT de 75 semble avoir repris son rythme de croissance de 3 à 4 % par an malgré le développement considérable du chômage...

2) Une organisation jeune

Cette croissance est d'autant plus spectaculaire qu'elle s'accompagne parallèlement d'une perte importante d'anciens adhérents. Ainsi par exemple, *Syndicalisme hebdo* note à propos du congrès de l'union régionale Auvergne une progression de 13 % en 3 ans, mais « cette progression aurait été deux fois plus importante si dans le même temps il n'y avait eu 13 000 timbres de perdus dans l'ensemble

des sections anciennes ». Aussi rien d'étonnant à ce que ce fort taux de renouvellement entraîne une grande jeunesse des délégués lors des différents congrès. « Sur 207 délégués au congrès de la *Fédération Sécurité sociale* 135 avaient entre 20 et 35 ans ». L'âge moyen des 180 délégués du congrès de la *Fédération Hachette* était de 33 ans et plus de 50 % des délégués avaient adhéré depuis 1968. Au congrès de la *Fédération Chimie* la moyenne d'âge était de 35 ans.

3) Décalage entre croissance et audience

Certes, parallèlement à cette progression des effectifs, l'audience de la CFDT croît et le nombre des sections d'entreprise augmente ; mais on est frappé par le décalage avec la progression, somme toute modeste, des résultats électoraux aux comités d'entreprises. Tous collèges réunis la CFDT obtenait 17,7 % en 1967, 18,9 % en 1971, 19,6 % en 1973, alors que dans le même temps ses effectifs croissaient de plus de 10 % de 71 à 73, de 41 % de 67 à 73. Comme si la CFDT gagnait facilement une couche de jeunes travailleurs, mais avait beaucoup de mal à disputer l'audience des grandes masses ouvrières à la CGT qui, elle, baisse de 50,5 % à 48,8 % dans le collège ouvrier de 71 à 73 et progresse très légèrement dans le collège technicien-cadre, mais reste largement en tête.

4) Vieux et nouveaux « bastions »

La CFDT n'est pas née en 1968, et ses « bastions » restent encore déterminés par le facteur religieux (comme le note Edmond Maire) dans *La CFDT d'aujourd'hui* « Les zones les plus solides sont l'Ouest (Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie) et l'Est (Alsace, Lorraine, Franche-Comté) » (La CFDT arrive en tête aux élections professionnelles en Alsace, en Basse-Normandie et dans les Pays de Loire).

Par contre, elle a le plus grand mal à s'implanter dans les « bastions du PCF » : banlieue rouge, Billancourt, EDF, SNCF... « Les effectifs de la confédération ont été multipliés par 2,2 depuis 1947... Ceux des cheminots par 1,2 seulement au cours de la même période... sans parler du Livre et des Dockers. Mais parfois elle entame sérieusement les positions de la CGT comme en Haute-Normandie.

La CFDT connaît aussi un

développement dans les entreprises nouvelles et les régions d'industrialisation récente : ainsi par exemple l'électronique, le pétrole... ou la région Rhône-Alpes. Et dans ces dernières années elle a grandi comme un champignon dans des régions où elle était jusque là des plus faibles : Provence-Côte d'Azur, Picardie, Centre.

5) La centrale des « couches nouvelles » ?

Une vision un peu simpliste voudrait faire de la CGT la centrale des ouvriers professionnels et de la CFDT la centrale des OS, des techniciens et des « nouveaux prolétaires », des services publics. La CFDT ne connaît-elle pas en effet son développement le plus rapide dans les fédérations PTT, Santé, Banques. L'affaire est beaucoup plus complexe car : — au sein de ces fédérations (PTT et Santé), les « OS » que représentent les catégories les plus basses (préposés, agents de ligne, ou agents hospitaliers) restent massivement organisés au moins dans la région parisienne par la CGT, cependant qu'une partie non négligeable du personnel d'encadrement (surveillantes...) a fait le chemin de la CFDT à la CFDT.

— Si la fédération Santé a multiplié ses effectifs par 4,8 depuis 1947 c'est également le cas de la fédération Métallurgie.

— La fédération de la Chimie apparaissait comme la centrale de « la nouvelle classe ouvrière », « comme une fédération de techniciens... jusqu'au jour où un sondage précis et soigneux fit apparaître dans cette fédération une proportion de 74 % d'ouvriers, proportion supérieure à celle de l'ensemble de la profession » (La CFDT d'aujourd'hui).

Néanmoins la statistique des délégués au congrès montre un pourcentage nettement inférieur : ouvrier 50 %, employés 20 %, agents de maîtrise 20 %, ingénieurs et cadres 10 % (la statistique ne précisant pas où sont comptabilisés les techniciens). Peut-on émettre l'hypothèse que plus on s'élève dans l'appareil syndical plus le nombre d'ouvriers baisse ? La CFDT ne serait alors pas tant la centrale des « couches nouvelles » qu'une centrale dirigée par elles ! C'est du moins le procès, quelque peu ouvrieriste, que fait à la confédération le texte de contribution pour le congrès signé des féd. PTT, Santé, Banques, Hachette, Construction et de l'Union régionale Rhône-Alpes.

R. Yvetot

TRIBUNE des luttes

LES ELEVES INFIRMIERES DE L'HOPITAL RAYMOND POINCARÉ EN LUTTE

« Nous élèves infirmières de l'Hôpital Raymond Poincaré à Garges sommes en lutte depuis le début de la semaine pour obtenir les droits élémentaires de réunion, affichage, d'association, d'expression au sein de notre école, et aussi le statut de travailleur en formation. Le règlement intérieur des écoles d'infirmières de l'Assistance Publique ne reconnaît pas les droits démocratiques. Après de nombreuses menaces et intimidations de renvoi pour faux motifs scolaires à l'égard de beaucoup d'entre nous, l'administration ne pouvant attaquer un de ces élèves en lutte pour motif scolaire a décidé de lui faire passer une visite médicale devant la médecine du travail de l'Hôtel Dieu le 21 mai. Cette élève était en parfaite santé, et ayant toutes ces vaccinations quelle maladie peut-on lui mettre sur le dos (psychiatrique ?).

Les élèves infirmières de l'Hôpital Raymond Poincaré.

A propos du 1^{er} mai

Une lettre de l'Union de secteur de Caen CFDT

Le Premier Mai 1976 a été placé à Caen sous le signe de la division. A la suite d'exclusives contre l'extrême-gauche posées par les dirigeants de la CGT, il y a eu constitution de deux cortèges syndicaux distincts : l'un CGT-FEN, l'autre CFDT. La CFDT a décidé finalement un regroupement des deux cortèges.

A la suite de ce Premier Mai, un débat s'est engagé dans le mouvement ouvrier local. L'Union de secteur de Caen a fait parvenir au journal une lettre qu'elle a adressée à la Ligue communiste révolutionnaire de Caen, où elle critique les positions défendues par les mili-

tants de la LCR dans un tract diffusé le Premier Mai.

Cette lettre contient une critique de l'article de compte-rendu paru dans *Rouge* du 2 mai. Nous reproduisons ici ce passage :

« Dans cet article, nous relevons : — que les étudiants ont convaincu la CFDT d'appeler au regroupement. Ceci est faux, car nous n'avons connu la position des étudiants que le vendredi (ils ont voté le jeudi soir).

— qu'il y aurait eu deux fois moins de monde pour l'ensemble des deux manifestations de 1976 que pour

l'unique de 1975. Nous aurions pensé que l'information parue dans *Rouge* aurait pu être au moins aussi objective que celle de la presse bourgeoise !... Pour votre information, nous vous indiquons que Ouest France avait annoncé 1 200 personnes en 1975 et 1 300 pour 1976 (1 000 à la manifestation CFDT et 300 à celle de la CGT).

L'Union de secteur affirme également, dans la lettre envoyée au journal sur ce compte rendu que « la proportion de manifestants amenés par le groupe « femmes » (300 sur 1 000) nous apparaît trs, très au-dessus de la réalité. »

Colloque du Syndicat de la Magistrature, samedi à Paris

SECURITE CONTRE LIBERTES

La sécurité est le mot de passe magique, l'enjeu insufflé, lancé en pâture à l'opinion publique à grands renforts de campagne de presse, d'affaires à sensation détournées, de statistiques criminelles manipulées, de déclarations « officielles ». L'enjeu pour le pouvoir est clair, ainsi que l'énonce le Syndicat de la magistrature : tenter « de trouver un nouveau consensus social menacé par la crise économique, l'aggravation des inégalités, mais aussi technique du bouc émissaire qui permet de désigner à la vindicte les responsables du climat d'insécurité, besoin de renforcer l'appareil policier et judiciaire et d'accentuer la répression devant la montée de la violence et des luttes sociales, stratégie de tension dans une période préélectorale ».

Cet enjeu passe par des échéances précises de réformes, décrets, et surtout les projets de lois sur les transport d'armes, la fouille des véhicules, le contrôle administratif d'identité, l'association de malfaiteurs qui va être proposé au parlement avant la fin de la session. C'est pourquoi le Syndicat de la magistrature a organisé un colloque international à Paris ces 21 et 22 mai. A l'ordre du jour :

- dresser l'inventaire des atteintes aux libertés au nom de la sécurité
- lutter, par une sensibilisation de l'opinion, contre les projets de loi qui viendront bientôt en discussion
- tenter de préciser le contenu de la notion de sécurité, de démontrer le pourquoi et le comment ; restituer cela

dans le contexte social et politique. — bénéficier de l'apport d'autres pays (Allemagne, Italie, Portugal) — au-delà de la conjoncture économique ou électorale, poser des questions sur la liaison entre la sécurité et les modes de développement.

Ce colloque a réuni une centaine de participants, magistrats, avocats, policiers, syndicalistes et militants, en une journée de travail aux interventions précises, nourries, dont la gravité excluait tout applaudissement, toute ambiance de meeting. « L'honneur perdu de Katharina Blum » projeté la veille, la mort d'Ulrike Meinhof, l'intervention sur la situation en Allemagne fédérale donnaient leur poids d'actualité au débat.

L'analyse de la montée des forces de l'ordre, des textes et des pratiques policières, judiciaires et parallèles du pouvoir (bandes armées, milices), de la

répression syndicale, et notamment de la reprise en main de l'administration, n'a pas permis, à cause des horaires, au colloque d'aborder comme prévu l'analyse des autres modes de contrôle social et la stratégie internationale du capitalisme, même s'il a été relevé avec pertinence la convergence des différents projets en Europe.

Une conclusion s'imposait, ou plutôt une question fondamentale : la question de l'Etat, du pouvoir, d'une autre « légitimité », d'une autre « sécurité ». La lutte s'impose, avec d'autant plus d'acuité qu'elle exige de chasser « la peur du délinquant » de notre tête, de s'interroger sur ce qu'est le délinquant. Le silence gêné de l'union de la gauche durant les élections cantonales, face à l'exploitation odieuse de l'affaire de Troyes donne une première mesure de la difficulté.

Paule Garnier

Scène de chasse près de Rouen

La semaine dernière, je sortais de l'appartement d'un copain vers onze heures du soir. Il habite à Darnétal, près de Rouen. En entrant dans l'ascenseur, je me trouve nez à nez avec un type armé d'un 22 long rifle, accompagné par sa femme. Un gars de trente ans, l'air sympa. Un peu gêné, il m'explique : « vous comprenez avec tous les voyous qui traînent dans la cave... La semaine dernière, on m'a

volé des bouteilles de champagne, alors ce soir on va à la chasse dans les caves. Et si on tombe sur eux on leur envoie du plomb dans les fesses ! » Mon beauf, quoi !

Voilà. C'est sans doute un petit fait sans importance, mais j'en connais un qui va être content, c'est Ponia. Il va continuer à faire des discours sur l'insécurité qui menace les Français.

Correspondant.

LA JUSTICE ORDINAIRE

La 23ème chambre correctionnelle a encore frappé le 22 mai. J., italien, vieux, sec, récidiviste, qui va de prison en prison depuis 1935, interdit de séjour depuis 1937. Il a été arrêté avec un comparse primaire, pour tentative de cambriolage. Ils ont été pris alors qu'ils frangeaient leurs outils sans avoir réussi à forcer la porte d'un appartement. Ils reconnaissent les faits.

Nous ne voulons pas

Le procureur Lecomte (qui, la veille, a requis 5 ans de prison contre nos deux camarades antifascistes) : « M.J., nous ne voulons pas de vous depuis 40 ans. Vous avez commencé votre carrière en 1935 et vous la continuez allégrement. Nous ne voulons pas de vous en France, le seul endroit où nous vous acceptons est la prison. Je réclame une très grosse peine ferme. Puisque nous ne pouvons pas vous réinsérer, nous vous enfermerons. Pour son comparse

je réclame une peine inférieure mais ferme ». Le président : « 5 ans et 2 ans fermes ».

Pour la deuxième fois.

C'est la deuxième fois, dans sa sombre histoire, que la 23ème chambre, dite chambre des flagrants délits, condamne à 5 ans de prison ferme, soit le maximum des peines applicables par un tribunal correctionnel normal, et ce alors qu'elle est censée ne s'occuper que des délits mineurs dont les peines seraient inférieures à une préventive habituelle. Ce n'est plus de la justice rapide, c'est de la justice expéditive. 5 minutes d'audition, 5 ans fermes !

Ponia peut être fier, il a trouvé le moyen de prolonger ses opérations « coup de poing » en justice. Les Français ont peur ? Tient voilà de poulet ! Ça suffit pas ? Tiens voilà du juge « brun » !

Aujourd'hui je voudrais dire, crier, hurler que l'interdiction de séjour est criminogène, appliquée à des gens qui ont leur famille, leur vie ici. Depuis 1935, J., quand il n'est pas en prison vit dans la clandestinité. C'est normal qu'il commette des délits puisqu'il ne peut pas travailler, à cause de cette interdiction, dans la ville qu'il connaît le mieux.

« Irrécupérable »

Quant à le mettre en prison parce qu'il est « irrécupérable », cela démasque la démagogie de la « réinsertion sociale » chère à l'électoratisme de Giscard-Hélène Dorlhac. Nos prisons sont des dépotoirs. M. le procureur le dit tous les jours. Et dans cinq ans, lui ou un autre renverront J. en prison pour le moindre petit délit, en le traitant « d'irrécupérable ». A moins que d'ici là, Nom de Dieu...

Jean Gilbert, du CAP

Educateurs

Les éducateurs des Buissonnets (Marseille) sont toujours en lutte. Cette semaine, ils seront à Paris.

Mercredi, à 11 heures, ils feront une conférence de presse à la maison verte à Paris. Vendredi, les éducateurs iront en délégation dans les ministères avec les 2 000 signatures exigeant la réouverture du foyer des Buissonnets qu'ils ont recueillis. Ils seront soutenus entre autres, par le docteur Carpentier, Deleuze, Guattari, Gentis... On peut prendre contact avec les éducateurs des Buissonnets demain entre 15 h et 17 h au local de Rouge. (808 00 81)

Cette semaine les Buissonnets à Paris



Les forçats du vélo à l'usine

BORDEAUX-POISSY



« Maintenant, c'est le moment de plier les programmes, tous ensemble sur les 200 derniers mètres, faisons lui une ovation dont il se souviendra durant toute sa carrière » : c'est ainsi que le « gentil organisateur » au micro force un public endormi sous le soleil à déclencher quelques applaudissements.

Ambiance dérisoire, Walter Godefroot, le vainqueur, passe la ligne d'arrivée, aussitôt entouré par 3 ou 4 personnes qui le soutiennent sur son vélo, séance de maquillage à l'éponge-miracle, changement de casquette, 2 gorgées de Perrier, on va pouvoir présenter de champion à la foule : il a gagné une 1 308 GT Simca Chrysler...

Les spectateurs n'ont pas l'air de s'amuser beaucoup entre les barbouzes de la CFT, les flics en uniformes, les inscriptions murales : « Nettoyons nos usines de la vermine cégétiste », les rangs de spectateurs canalisés par des kilomètres de barrières métalliques. Il règne effectivement une drôle d'atmosphère à l'arrivée de ce 73ème Bordeaux-Paris.

... Dans un parking d'usine

Depuis quelques temps, Amaury, patron de combat du parisien libéré et de l'Equipe a de plus en plus de difficulté pour s'adonner à son activité « philanthropique » préférée : l'organisation de courses cyclistes. Dernièrement, Paris-Roubaix fut « perturbé » par trois fois par les ouvriers du Parisien Libéré et d'autres entreprises en lutte.

Il fallait donc tenter de se donner des garanties et la solution trouvée fut carrément « géniale » comme dit Minute qui explique :

« Pour empêcher les contestataires du Syndicat du Livre de perturber l'arrivée de Bordeaux-Paris, ils (les organisateurs) ont décidé qu'elle se ferait à Poissy, dans l'enceinte des usines Simca Chrysler. Comme Simca est tenu par la CFT qui ne nourrit pas de tendresse particulière pour la CGT, Mr Amaury peut dormir tranquille ».

Voilà donc exposé dans la plus grande clarté les raisons du changement du lieu d'arrivée. C'est déjà une confirmation que les interventions répétées des travailleurs en lutte sur les épreuves sportives commencent à gêner sérieusement ceux qui voudraient faire des courses cyclistes l'ornement inodore et incolore des dimanches après-midi.

Mais ce qui se passe cette fois-ci avec l'arrivée sur le parking de l'usine

bagne de Simca Chrysler, est révélateur d'une logique intrinsèque au sport de compétition.

Seize forçats

Seize coureurs, seize forçats sont partis dimanche à 1 h du matin de Bordeaux. Quelques vedettes de la course, Van Springel et Godefroot, quelques jeunes loups voulant tenter l'expérience : Ovion, le champion de France, et puis des inconnus, des vrais bagnards du vélo qui tentent d'accrocher leur nom sur les antennes de radio. Ainsi vont les coureurs cyclistes et « Amaury-le Parisien-l'Equipe » continuent d'encenser et de décrire les héros de la route. En fait, ce qu'ils décrivent, c'est le bon petit ouvrier de chez Simca Chrysler « tel qu'il le rêve et qu'il essaye d'imposer par la terreur » travailleur « dur à la tâche » pas revendicatif pour un sou.

Les héros de la route

les héros de la route, ce sont les millions de travailleurs qui arrivent encore à se lever tous les matins pour aller au boulot. Faut bien les encourager, et si on arrive à les faire s'applaudir eux-mêmes, c'est vraiment gagné, et c'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui avec Bordeaux-Paris.

Toute la matinée, les radios ont donné l'occasion d'admirer 56... 58 km/heure 20' d'avance... Combien de pièces en rab' à ce rythme-là ?...

Alors ne vous étonnez pas, la route la plus sûre pour rester un héros du travail c'est d'arriver à la fin de sa course au parking de l'usine.

Mais attention, Monsieur « Amaury-le-Parisien-l'Equipe », si vous faites arriver les courses dans les usines les travailleurs risquent de s'apercevoir que, même les dimanches, ils n'en sortent pas de votre vaste usine à mutiler les corps. Vous y êtes allé un peu fort cette fois-ci, la ficelle est trop grosse, vous avez démasqué vos fantômes fascistes : une classe ouvrière résignée, parquée, bouclée, gardée. Quel grand malheur pour vous et vos complices, si déjà en dehors des usines elle commençait à échapper à vos loisirs organisés !

V. Ipède

Dans « Spécial Dernière »

CUL ET SECU

sont les deux mamelles de l'ordre...

Comment parler sécurité aux français ?

Sur ton mystique avec angoisse existentielle et grands idéaux ? Cela est un peu passé de mode, quoique Barjavel s'y essaie cette semaine dans le *journal du dimanche*. Beaucoup plus efficace. Ponia, dans la grande tradition de Thiers, celle qui va droit au cœur et au gousset : « Que les bons se rassurent, et que les méchants tremblent. » Mais à l'usage de la plume la plus atomisée, la plus aliénée ?

Pour elle, Cul + Secu, voilà le maître mot.

Spécial-dernière réussit admirablement la combinaison cette semaine, mieux sans doute que celle qu'il propose pour le tiercé, avec son double titre : « L'usine où l'on fait l'amour » et « deux mille hommes à abattre, la liste rouge des terroristes ». La juxtaposition typographique des mots usine, amour, terroristes, permet illico l'amalgame : classe ouvrière = dépravation = anarchie.

Le sexe joue un rôle essentiel dans le grand article sur une prétendue usine-bordel des environs de Grenoble. Marie-thérèse venait au travail en décapotable et faisait la fière. Les autres ouvrières étaient jalouses et décident de la prendre en filature. Elles découvrent qu'elle se prostituait pendant la pause. Voilà comment ça commence. Autrement dit les femmes sont jalouses, il y a des salopes qui roulent en décapotable, tout cela va de soi, toutes les mêmes. Mais le plus excitant est la suite : à cause de la récession, il y a des réductions d'horaires. Les femmes se mettent-elles en grève ? Pas du tout ! Elles suivent l'exemple de celle qu'elles traitaient hier de « garce ». Les vestiaires sont changés en bordel. (Toutes des putains que-j-vous-dis).

Remarquez, c'est avantageux : pas de lutte, les ouvriers dépendent leur énergie auprès des ouvrières.

La grève éclate néanmoins. L'occupation est décidée. « Jamais occupation d'usine fut aussi agréable ».

Un cinéaste amateur projeta même tous les jours des films pornographiques. Tout le monde voulait rester sur le tas ! Ce fut l'usine en folie jusqu'à la reprise du travail, à laquelle beaucoup se plièrent à contre-cœur.

Tout cela, afin que le lecteur se dise : c'est partout comme ça ! Occupations d'usines, orgies ouvrières en luttant ? Putains ! Films militants, porno !

Dans un même mouvement, on provoque chez le lecteur une répulsion violente à l'égard d'une prétendue lutte de femmes ouvrières, tout en laissant vagabonder un imagination concupiscente sur le spectacle des vestiaires.

Versant secu, deux pages de fadaïses sur l'internationale anarchiste, une soi-disant conférence en Corée du nord, un centre d'entraînement à Alger, une liste de personnes à abattre. Mensonges, amalgames, présentés avec tout l'appareil du positivisme : « Deux mille personnes à abattre. C'est le plan secret de l'Internationale Terroriste qui a choisi la France pour terrain d'action prioritaire au cours d'une conférence en Corée du nord. A cette conférence assistaient les principaux chefs anarchistes mondiaux. Et ce n'était pas du bidon : la preuve c'est l'assassinat de M. Anaya, ambassadeur de Bolivie, celui de M. Chainé. C'est le plasticage des locaux de l'Aurore, ce sont des attentats tenus secrets contre certaines personnalités ». Voilà pour la preuve de la conférence. Et le plan ? Où est passé le plan ? Pas de plan, on n'en reparlera pas, sauf pour dire qu'il y a des « dangers », et des vraisemblances, sans compter bien sûr, sur un climat propice.

Ces élucubrations ne visent pas à provoquer que la peur ou la répulsion, mais tout autant admiration et identification : « un trésor de guerre immense », des « hommes super-entraînés », « la police ne peut rien contre eux », « suprématie intellectuelle ». Ce qui n'empêche nullement de conclure sur les mesures



policières nécessaires et les derniers projets de Ponia.

Quant à l'appel au meurtre, s'il n'est pas explicite, il est là, criant : cet immense titre sur deux pages : « 2 000 français à abattre », volontairement

rehaussé par la typographie, et calculé pour suggérer un contre-sens : alors qu'il s'agit de la liste qu'aurait établi l'Internationale Terroriste, on croit dans un premier temps qu'il s'agit d'abattre les terroristes eux-mêmes.

Dans le « Journal du Dimanche » Barjavel à chaudes larmes

Il nous en tartine trois colonnes, Barjavel, sur Bilski, leur meurtrier du PDG du Crédit Lyonnais. Tout y passe, l'innocence flétrie, la petite enfance, l'âme brisée, le désir de mort...

C'est une grande âme compréhensive, Barjavel. Et le crime ! Du Dostoevski rajeuni par Freud !

« Le moment vient enfin où il va pouvoir faire sa justice. Il tue l'homme lointain, l'homme inabordable, l'homme absent, son père. Et il punit aussi sa mère en la personne de la femme de sa victime. Il a pitié d'elle mais elle doit quand même payer, un peu. »

C'est fait. Alors il s'agenouille. Il se rapetisse à la taille d'un enfant. Puis il appuie sur la détente et il n'est plus rien du tout. Il est enfin sorti de cette vie où il ne se trouvait pas chez lui.

Conçu par accident, reçu dans la peur, élevé dans la colère, il lui a manqué cet élément indispensable à la respiration et à la Vie : l'amour.

Devrons-nous prier pour lui ? Nous acheminons-nous vers un couplet sur la rédemption ? Pas vraiment, on retomberait plutôt sur le genre *Spécial Dernière* :

d'une : il était trop minable, il n'a pas pu faire ça tout seul : « On image mal comment un garçon seul aurait pu connaître le visage et les habitudes du PDG du Crédit Lyonnais ». Quel fin limier pour un philosophe !

De deux : on s'attendait sur les meurtriers, on cherche à les comprendre, et l'on trouve, en général un petit voyou brutal et idiot.

Et de trois : Pourquoi ne pas penser aussi aux victimes, des gens ordinaires, tel ce PDG qui a la malchance d'occuper un poste symbolique. Cela s'appelle : réflexions sur un jeune assassin.

l'homme des casernes

LES VILAINES METHODES DU BERRY-REPUBLICAIN

Les soldats de la BA 702 de Bourges-Avord ne sont pas contents du tout. La manière sont le journal local, le « Berry républicain » rend compte de leurs activités est en effet des plus déplaisantes.

« Le *Berry Républicain*, explique les soldats dans un communiqué, a publié le 7 mai 76 un article de Monsieur Grandmougin intitulé *Les Casseurs de Mai*. Que le *Berry Républicain* publie un article de ce personnage, nous y voyons pas d'inconvénient mais nous souhaiterions que ce journal remplisse correctement sa fonction d'information. En effet, M. Grandmougin utilise des phrases de journaux des comités de soldats, pour servir son dessein fascinant, en montrant que les rouges sont partout, et qu'il est nécessaire de rechercher qui imprime — mal — les journaux des comités, pour pouvoir les réprimer plus facilement. »

« Le *Berry Républicain* a les numéros de *Plein les guêtres*, journal de notre comité, mais seul M. Grandmougin a eu le droit de les lire, et pas les lecteurs du journal. Nous exigeons que les journaux du comité soient publiés intégralement. Ainsi l'opinion publique pourra juger sur pièce, et non pas au travers du prisme déformant de l'anticommunisme de M. Grandmougin. »

GARDAREM LO LARZAC

Le dernier numéro du *journal des paysans du comité millavois de défense et des comités de défense* vient de sortir. Il fait le point sur la lutte, sur les débats qui existent entre les paysans. Le point est également fait, en dossier, sur la situation foncière du camp. « Pour être exproprié, il faut être propriétaire. — Cette lapalissade, nous, paysans, nous l'avons entendue bien des fois depuis cinq ans. Nous avons choisi de la refuser, et de défendre non notre propriété mais notre travail. »

CONTRE L'INTERDICTION DE LA « CIGOGNE EN ROÛNE »

Une pétition protestant contre l'interdiction de la Cigogne circule actuellement. Elle a été signée notamment par : Jean-Louis Comolli, Denis Berger, Pierre Halbwachs, Daniel Guérin, Henri Leclerc, Michel Lonsdale, Marguerite Duras, Jean Cassou, Michel Foucault, Jeanne Moreau, Delphine Seyrig, Jean Jacques de Felice, François Chatelet et de nombreux avocats, cinéastes et exploitants de salle.

Conférence de presse aujourd'hui sur le dossier Agret LE NOIR DOSSIER DU COMMISSAIRE DELARUE (1)

C'est sur la base de l'enquête menée par le commissaire Delarue que Lecanuet et ensuite la Cour de cassation ont conclu à l'inexistence de « fait nouveau » dans l'affaire Agret, tout en reconnaissant la persistance d'un certain nombre de points obscurs nécessitant un supplément d'enquête.

Marie-José Agret, MM. De Felice et Leclerc, un représentant de la Ligue des droits de l'homme tiennent aujourd'hui une conférence de presse. Leur but : démontrer que le commissaire Delarue est, pour reprendre l'expression de Roland Agret, un « falsificateur de vérité ». Et plus largement, dévoiler les rouages et machinations de la justice et de la police.

Cela a été rappelé sur tous les tons, le commissaire Delarue historien de la résistance, homme intègre, est un flic au dessus de tout soupçon. Il a donc porté un regard objectif sur ce dossier Agret, tellement controversé. Le rapport établi au terme de son enquête est donc un modèle de rigueur, un condensé de scrupule policier. Examinons la méthode.

L'enquête commence en février 1976. C'est la lettre d'un détenu, datant de janvier 76, qui la motive. Cette lettre d'Alain Bendjelloul innocente Agret de toute participation au meurtre de Borel et Moreno, met en cause le SAC. Notons que cette lettre, considérée comme importante parce que constituant un « fait nouveau », ne fait aux yeux des défenseurs de Roland que s'ajouter aux éléments qui dès juillet 75 justifiaient une révision du procès. Cette requête de juillet 75 ne suscite aucune enquête. Les investigations

menées par Delarue ont bien pour but d'examiner l'opportunité d'une révision, mais elles partent des déclarations de Bendjelloul. La piste est là, nulle part ailleurs. Le résultat est évident : une foule de points, abondamment soulignés à diverses reprises par les avocats de Roland seront négligés, la plupart des insistantes questions posées par M^{re} Etelin dans sa requête en révision de juillet resteront sans réponse.

Mais la méthode de Delarue est particulière. Il ne suit pas tant une piste que son idée à lui, idée exprimée dès le premier mémoire, avant même que des vérifications aient été effectuées : les protestations d'Agret ne sont qu'une *rocambolesque histoire patiemment construite dans les cellules de la prison des Baumettes*, par les bons soins d'Agret et Dominique Calzi dit Patrice Chairhoff, auteur de l'ouvrage *fantaisie B comme Barbouze* (Delarue dixit). Avant d'avoir fait la

moindre recherche il écrit froidement : « une étude minutieuse du dossier permettra d'écarter dès l'abord la plus grande partie des arguments de la requête ».

On se demande pourquoi Delarue a estimé utile de quitter son siège pour aller interroger certains témoins. Souci de rigueur ? Non, car à comparer les conclusions de Delarue et les procès verbaux qui sont censés le fonder, on se rend compte qu'il sollicite, tronque les témoignages d'une manière qui met à mal sa réputation d'intégrité. Un exemple encore : on sait qu'avant d'être assassiné, Borel pourchassait Agret et Odile Boissonnet dans la région nimoise, entouré d'une bande armée. A Garon ils ont canardé pendant des heures un immeuble où Roland était censé s'être réfugié. A Nîmes ils font intrusion chez un avocat que consultait Roland et Odile Boissonnet. Dans les deux cas Borel jouit d'une impunité totale auprès des flics. Roland Agret y voit comme l'indice d'une « protection ». D'autant que Borel exhibe à tout propos une carte tricolore. Foutaises que tout cela pour Delarue Garon, Nîmes ? Des altercations un peu vives, et qui d'ailleurs ont fait l'objet d'enquêtes n'ayant jamais abouti. Contre trois témoignages qui attestent que Borel était accompagné de plusieurs hommes, Delarue consigne tranquillement le contraire dans son

rapport final. En fait de bande, Borel était simplement accompagné d'un dénommé Pouget, jeune « hippy » (Delarue dixit hébergé par lui de temps à autres) et que d'ailleurs Delarue n'a nul souci d'interroger, c'est tout. Il admet qu'on a, un soir, tiré « sur un immeuble » (pas sur les gens qui se trouvaient au balcon de cet immeuble, nuance), combien de temps et combien de fois, il s'en soucie comme d'une guigne.

Pour accabler Agret, Delarue emploie donc tous les moyens classiques, en oubliant de recueillir certains témoignages, en truquant ceux qu'il consigne, en négligeant les faits qui plaident pour l'innocence d'Agret et en montant en épingle ceux qui pourraient l'accuser, non seulement il exclut *a priori* de prendre en compte l'hypothèse de l'innocence. Mais en plus il réussit le tour de force de poser en quasi certitude la présence d'Agret sur les lieux du crime. Ce qui lui permet d'avancer cette hypothèse ? Rien, ou presque. La déclaration d'un des auteurs du crime, Ritter, dix fois fois contredite par le même Ritter d'ailleurs, et par des faits matériels établis depuis longtemps.

Fin lettré, le commissaire Delarue l'est sûrement. Et doué d'imagination en plus.

La suite demain

J.F.V.

Actualité

PREMIERES NOUVELLES DES FESTIVALS D'ETE DE JAZZ

Nice, pour commencer, du 8 au 18 juillet, dans la ville dirigée par le très réactionnaire Jacques Médéric qui a réussi à jumeler sa cité avec la très raciste capitale d'Afrique du Sud, Le Cap (un comble, qu'un festival de jazz se tienne dans une telle ville !). Du jazz classique comme d'habitude dans ce festival qui ignore délibérément tout ce qui se passe dans la musique noire depuis bientôt vingt ans. Une belle affiche tout de même : Clark Terry, Cootie Williams, Dizzy Wilson, Joe Venuti, Art Blakey, Percy Heath, Count Basie, etc.

Antibes—Juan-les-Pins ensuite, du 17 au 25 juillet, dans la traditionnelle pinède : des orchestres, de Count Basie à Sun Ra en passant par Thad Jones-Mel Lewis, Ivan Jullien et Lionel Hampton : des chanteurs et chanteuses : Ray Charles, Albert King, Esther Phillips et Betty Carter : une brochette de grands pianistes : Monk, Cecil Taylor, Keith Jarrett, Don Pullen, Horace Silver, Lennie Tristano, etc.

Chateaufallon enfin, disparu depuis 73 et qui pourrait renaître de ses cendres. Du 17 au 24 août on pourrait y entendre entre autres : Mingus, Braxton, Portal, Sun Ra, l'Art Ensemble de Chicago, Lee Konitz, Steve Lacy, Daniel Humair, etc. Tout ça au conditionnel, la municipalité mettant des bâtons dans les roues...

cinéma

HOLLYWOOD ON TRIAL

de David Helpein

Hollywood en procès, tel est le titre d'un des nouveaux films passés à Cannes dans le cadre de la quinzaine des réalisateurs.

Le sujet : la période de la guerre froide et du Mac Carthysme dans ses conséquences à Hollywood traitée avec des documents, témoignages et interviews.

Avant la guerre de 1939, s'était créée une commission d'enquête sur les activités anti-américaines, c'est à dire les activités communistes, qui avait même mis en cause la politique de New Deal de Roosevelt. Cette commission cessa momentanément son activité à l'entrée en guerre des Etats-Unis, mais elle se hâta de la reprendre après la guerre et, en 1947, ce fut le cinéma qui se trouva sur la sellette. La commission, présidée par Thomas Parnell, se chargea de découvrir « l'infiltration communiste dans le spectacle » et ce fut la chasse aux sorcières. La commission convoqua une série de travailleurs d'Hollywood parmi lesquels beaucoup de scénaristes, sous le simple prétexte qu'ils avaient participé à des films « sociaux ». L'éternelle question des procès était : « Faites-vous ou avez-vous fait partie du Parti Communiste ? ». Il fallait ou dire non et collaborer en donnant des noms ; ou dire oui et collaborer pour prouver son repentir. Ce fut une grande période de dénonciations : on voit Gary Cooper dénoncer le communisme comme non rationnel, Elia Kazan donner des noms d'anti-américains.

Dix des accusés refusèrent de participer à cette mascarade, au nom du premier amendement de la constitution, qui garantit la liberté d'opinion. Ce furent les « Dix d'Hollywood » parmi lesquels des scénaristes et les réalisateurs Edward Dmytryk et Herbert Biberman, soutenus au début par des gens comme Humphrey Bogart, Lauren Bacall ou Danny Kaye.

Mais la machine était lourde, on était à l'époque du procès Rosenberg. Résister ou refuser de collaborer voulait dire automatiquement perdre son travail et ne pas en retrouver, une liste noire avait été établie dans les compagnies de production, tous ceux qui s'y trouvaient, les « black-listed », étaient interdits dans les studios. Le danger devenant trop grand, le soutien se fit plus rare et les dix furent mis en prison pendant que la commission poursuivait ses activités. Personne n'y échappait, les communistes mais aussi des démocrates. Le climat de dénonciation atteignait l'hystérie : c'était à celui qui donnerait le plus de noms.

Pendant des années, il devint impossible à tous les « black-listed » de travailler. A leur sortie de prison, ils devinrent serveurs, ouvriers... Certains d'entre eux purent, peu à peu, retourner dans les studios sous des noms d'emprunt.

Dure période pour les Etats-Unis : le mythe de la démocratie américaine se cassait le nez en beauté. Cette période n'est pas complètement révolue, puisque c'est le premier film qui ait été fait sur ce sujet honteux et que, comme le précise le commentaire de John Huston, certaines personnes ont refusé de témoigner. La grande peur existe encore.

E. F.

David Bowie à Paris

LA STAR A DEÇU...

mais le business continue !

Trois concerts de Bowie étaient prévus, l'un a dû être annulé. Pourtant la publicité avait été soignée, l'opération devait être un nouveau pas franchi dans l'installation du star-système en France. K.C.P. finit la série juste avant les Stones, dernière étape d'une longue période de frime de productions dont le but est de s'assurer la quasi-exclusivité du passage des grands d'Amérique et d'ailleurs, les mêmes qui dédaignent, il n'y a pas si longtemps, la France et ses concerts agités et bricolés. La Porte de Pantin et le pavillon de Paris commencent à devenir rentables malgré une acoustique qui ne s'améliore pas.

La fascination

On n'attendait donc Bowie, le dandy décadent, le défoncé séduisant, le rock-Valentino provocateur, sirupeux, salon de thé début ou fin de siècle, au choix. Une telle science de la fascination laisse forcément quelque chose d'attirant, quelque chose qui le sauverait et permettrait de ne pas en rester aux scandaleuses petites phrases sur le fascisme. On nous a dit que c'était au second degré qu'il fallait comprendre les propos du beau Bowie ; nous ne savons pas très bien ce que c'est le second degré du fascisme, mais enfin quand Bowie chante on ne lui demande pas autre chose.

Pas de voix

Il a donc chanté, mais... je n'ai pas très bien entendu comment. C'est vrai quoi,

avec tous ces gens qui se bagarrent pour être aux premiers rangs de la contemplation et qui se font taper dessus par ceux qui sont restés derrière et ne voient rien, c'est déjà bien difficile de prêter toute l'attention voulue à la star ; mais quand celle-ci se perd dans les rythmiques trop bien calculées et sans saveur de cinq musiciens trop contents de se faire un nom grâce à la vedette, quand le dernier problème qui les intéresse est celui de savoir si la musique qu'ils jouent

est audible ou pas, c'est rigoureusement impossible. La voix, donc, on ne l'entendait pas.

Bowie sur scène... ça ressemble à un premier communiant s'agitant pour la photo de famille. Les plus grands moments : trois pas de canard les mains sur les hanches et un coup de tête sans que les cheveux bougent, tant ils sont gominés... Tristes artifices, ennui accablant, la star déçoit, le pantin est rouillé, la machine ne fonctionne pas. Elle n'a pourtant pas eu le temps de s'user, c'est allé tellement vite : une heure et dix petites minutes en comptant le rappel, les impros et un solo de batterie anémique et sans vie.

Le spectateur-gobeur

Il a joué sans surprise les morceaux prévus et annoncés par la publicité, écorchant au passage le *I'm waiting for a man* que Lou Reed et John Cale assument, eux. J'ai fait mon boulot, j'ai bien regardé les réactions du public, ceux qui applaudissaient : en majeure partie des admirateurs très jeunes qui se réjouissaient non pas de la musique elle-même mais du fait qu'ils reconnaissent les morceaux de disques. Il n'est pas possible qu'une star rate son show, ça ne rentre pas dans la logique du spectateur-gobeur de Bowie et de bouillie.

A. Bretzel.



«Sizzle» de Sam Rivers

Noir, américain... c'est donc du jazz

Le souci de pédagogie qui toujours nous caractérise (enfin presque) m'oblige à dire, pour commencer, quelques mots de Sam Rivers qui n'a pas l'heur d'être une des grandes vedettes du moment. Sam Rivers est un monsieur qui 1) ayant dépassé la qua-

rantaine, 2) ayant beaucoup de talent, 3) n'ayant pas atteint la célébrité, peut-être qualifié, sans risque d'erreur, de méconnu.

Son métier ? Il souffle dans des tubes qui, selon la dimension, le registre et l'embouchure sont appelés, flûtes

(redant des sons flûtés), saxophone-soprano ou saxophone-ténor (du nom de leur inventeur - méconnu - : Saxe). Il lui arrive aussi de tripoter les touches noires et blanches d'une machine à bruit appelée piano. Il est américain et noir, d'où la décision de son producteur de publier ses disques dans le catalogue jazz.

Son dernier disque, *Sizzle* : quatre morceaux de longueur presque égale, aux thèmes et aux tempos très voisins (et très bizzares aussi : ça va très vite, du grave à l'aigu, et certains vous diront qu'il ne joue que des fausses notes) et construits très solidement sur une base de basse (acoustique/électrique) qui n'est pas sans rappeler - mais plutôt par association d'idées que par imitation - celle du jazz-rock. Le premier est joué par Rivers à la flûte, le second au soprano, (hop ! on retourne le disque :) le troisième au piano, le quatrième et dernier au ténor. Et c'est tout. Ne s'est-il rien passé ?

Pour s'en assurer, recommencer l'opération : flûte, soprano, piano, ténor. De fait il ne se passe rien : la musique n'en laisse pas le temps. Elle occupe tout l'espace, tout le temps, comme si les musiciens boulimiques (outre Sam Rivers : admirable travail de Dave Holland à la basse et au violoncelle et de Barry Altschull à la batterie) voulaient tout avaler : rythmes, hauteurs, sons, couleurs, vitesses... et mêmes les mouches qui passent. Mais elles, on ne les entend pas.

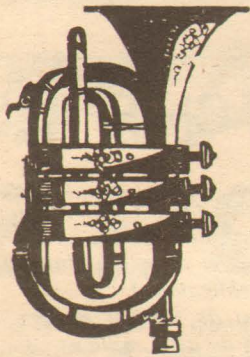
P-F. D.



DISQUES

UNE COLLECTION « Marginal » chez CBS

CBS vient de créer un label « marginal », sous lequel elle compte sortir ce qui ne « passerait pas » en production normale. Cette initiative est symptomatique à plusieurs titres.



D'abord, si un trust se met à produire du « marginal », c'est que le marginal se vend : en ce sens, rien de neuf sous le soleil, l'étiquette rend compte d'une stratégie classique de diversification des produits, afin de couvrir le marché dans ses moindres recoins. Les grandes firmes de disques sont ainsi en voie de rejoindre l'édition, qui, elle, avait réagi bien plus promptement après mai 68 à la demande en matière de livres politiques, créant des enclaves « contestataires » dans ses catalogues. Ce décalage dans le temps s'explique cependant par l'absence en France, jusqu'à tout récemment, d'un

mouvement culturel se saisissant du disque et l'intégrant à son combat. De plus, la nature particulière du matériau musical contribuait encore à compliquer le problème. Le surgissement progressif de courants multiples et souvent croisés, branchés sur la tradition chansonnière française, ou la matrice des folklores régionaux, ou gravitant autour de la nébuleuse pop (et jazz), le tout stimulé par la présence, dans l'Hexagone, de créateurs étrangers en prise directe avec un combat pour l'affirmation culturelle de leur peuple ou leur groupe social, a modifié la configuration de l'univers musical (créateurs, public, réseaux de communication etc.). L'apparition de boîtes tels que Ventador, Arfolk, Prodisc, Expression spontanée ou, sur un plan plus classique, le développement de Saravah, l'Escargot, Chant du Monde rend compte dans le domaine du disque de cette évolution. Aussi l'industrie se devait-elle de réagir, sous peine de passer à côté d'un marché en formation. Et en la matière, CBS ne fait que suivre ses concurrents Philips (C Ribeiro), RCA (Pour en finir avec le travail) ou Filipacchi (R Siffer), le label ne venant que signer ostensiblement le projet (On trouve tout à la CBS).

Mais ce type de stratégie comporte son envers : en mettant leurs moyens, en particulier leur réseau de diffusion et de promotion au service d'une musique différente, les grands du disque permettent à un public plus large d'y avoir accès. Evitons cependant les visions par trop schématiques d'un show-business introduisant le loup dans la bergerie : le

risque de récupérer la musique par l'intérieur (choix des orchestrations, pressions subtiles sur les artistes pour qu'ils prennent en compte les efforts de la marque pour les « imposer » auprès du public...) est bien réel, et en définitive, c'est la loi du marché qui imposera son verdict, s'il se vend, on continuera à promouvoir du disque « gauchiste » ou « marginal », sinon, retour aux valeurs sûres.

Pour conclure, il est raisonnable d'être optimiste : lorsque le commerce est obligé de se faire le courtier du mouvement, c'est que le mouvement est en marche.

Félix Kilstett.



Musique brésilienne : Rolando et Luiz Antonio.

Maintenant que la musique brésilienne nous est, enfin, offerte en veux-tu en voilà et que nous pouvons découvrir peu à peu les trésors de ce continent musical, ce n'est pas le moment d'ignorer les joyaux qui scintillent sous nos fenêtres. Cela dit, pour annoncer la sortie du premier 30 cm des duettistes Rolando et Luiz Antonio. Ils ont chanté pendant un an dans une boîte du quartier Latin et vous les avez ignorés (évidemment, vous n'en êtes pas responsables : ce n'est pas dans la presse ni à la Télé que vous auriez pu faire connaissance avec eux).

Mais grâce au bouche à oreille, ils ont drainé un cercle de fans qui finit par faire éclater l'enceinte du cabaret. C'est que leur prestation est

tout simplement époustouflante. Imaginez deux forces de la nature à la peau noire et velue, et à la coiffure afro ; de plus travestis de façon on ne peut plus kitsch. Un jeu de scène fondé sur l'ambiguïté, érotisme et humour s'interpellant sans s'annuler. Une rythmique alternant-mêlant les trépidations de la samba et cette mélancolie propre aux musiciens de Rio ou de Bahia. Tout cela, rien qu'avec une guitare sèche, les indispensables instruments de percussions made in Brazil (une bague contre un verre de whisky, percussions buccales et pariétales), et leur voix de faussets qui viennent s'intégrer à l'ensemble.

Ce jeu sur les correspondances entre les timbres des voix et les ins-

truments, on le retrouve sur le disque ; mais l'on perd bien sûr toute la saveur de la gestuelle. Aussi vous reste-t-il : 1° si vous apprenez qu'ils se produisent près de chez vous, à vous y précipiter toute réunion cessante (celà, je le rajoute à l'intention de ceux qui peuvent se sentir concernés, bien sûr) ; 2° en attendant, à vous rabattre sur le disque : vous y trouverez, pour vous faire patienter, outre leurs compositions propres, des chansons de Chico Buarque, de Milton Nascimento de de Gaetano Veloso, c'est-à-dire, à peu de chose près, ce qu'il y a de meilleur dans la chanson brésilienne.

F.K.

ROLANDO ET LUZ ANTONIO : « Les étoiles » (RCA)

Dans l'objectif

BEAUVAIS

Culture et loisirs et la Maison pour tous de Beauvais organisent ce soir à 21 h au Théâtre municipal un spectacle avec Guy Bedos.

CANNES

Le programme du Festival populaire du film politique organisé par le PSU pour aujourd'hui : 18 h 30 Frontline de Vautier 19 h 45 Débat avec André Menguy du MRAP. 20 h 30 Les Ambassadeurs, film Franco-tunisien. 22 h Débat 23 h Libertade de José Diogo 23 h 25 Débat La participation aux frais s'élève à la somme astronomique de 5 F. Buffet assuré. On fait donc bien les choses au cinéma Lido, bd de la République à Cannes.

LYON

Cinéma aussi à Lyon avec la dernière journée de la semaine sur le nucléaire du Cinématographe. 19 h 45 : La bombe de Peter Watkins. 21 h 40 : Kashima paradise de Bennie Deswantes et Yann le Masson. 18 h : Docteur Folamour de Stan Ley Kubrick. Et préparez-vous, demain commence la semaine « des femmes » avec Hester street, La femme de Jean, Femmes, femmes.

ORLEANS

Le festival du spectacle pour enfants continue avec aujourd'hui à 14 h et 15 h 30 à la MJC St-Marceau Les aventures de Perlette goutte d'eau. C'est un spectacle de marionnettes avec beaucoup de musique et des diapositives adapté d'un album du Père Castor, où l'auteur avait appris à lire.

SARCELLES

Comme on a de la place aujourd'hui, on peut annoncer à l'avance la Fête des doigts dans le nez mercredi prochain à 20 h au Forum des Cholettes, organisée par l'ACARM. Au programme : la troupe Z et le théâtre à bretelles, de la chanson avec Gérard Gauche, Alain Houdrant, Pierre Dieghe, Free Jazz.

avec le groupe L6, jazz-rock, pop et bouffe. Tout ça pour une misère de 10 F. Les doigts dans le nez est un journal de libre ex-

pression entièrement réalisé par ses lecteurs et l'ACARM une association pour développer la libre expression.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE : RUE.....

N°.....

VILLE.....

CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL

COLLECTIVITES

ETRANGER

1 AN 300 F

200 F

500 F

6 MOIS 150 F

100 F

250 F

3 MOIS 80 F

130 F

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.

— Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.

— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.

— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

ce soir, sur TF1

Château espérance Foyers désespoir

Depuis une semaine TF1 diffuse un nouveau feuilleton en tranches d'un quart d'heure : Le château Espérance. Cette série est la pièce maîtresse d'une vaste campagne planifiée par le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés pour mieux faire connaître les immigrés aux français. L'opération est gouvernementale et ne s'en cache pas, la diffusion du feuilleton devrait favoriser des débats organisés par les municipalités et sensibiliser les téléspectateurs aux problèmes de l'immigration traités par ailleurs dans des émissions de plus gros calibre et à caractère de reportage où le secrétariat d'Etat s'exprimerait directement.

Le château Espérance est un feuilleton comme les autres : médiocre. Nous avons attendu une semaine pour être bien sûr, mais le fait est là. Les institutrices aiment les instituteurs et sont jalouses des assistantes sociales tandis que les enfants jouent au ballon sous les fenêtres de vieillards irrascibles... La nouveauté est que l'on voit un travailleur arabe, sa femme, son fils, leur vie... On dénonce le racisme des attaques surnoises jusqu'à la ratonnade. Mais on ne fait de bons feuilletons ni avec les bons sentiments ni avec les formules écoulées du genre.

Si Dijoud veut réellement faire connaître les travailleurs immigrés à la télé qu'il leur y donne la parole. Pourquoi passer les questions qu'eux-mêmes pourraient poser à la moulinette d'une esthétique romanesque, familialiste, individualiste et à prétention « psychologique » ?

Les immigrés ont des cultures et savent s'exprimer ; le racisme, l'exploitation, la répression, ils les vivent et ils sont assez grands pour en parler. Le paternalisme de Dijoud est le masque transparent de la répression. Les immigrés sont en fait exclus de la télévision par le pouvoir : voilà l'enseignement le plus clair de la campagne Dijoud.

télévision

TF 1

12.15 Réponse à tout
12.30 Midi première
13.00 Journal
13.35 Programmes régionaux
13.50 Restez donc avec nous
15.15 La légende de Strauss
18.05 Pour les jeunes
18.30 A la bonne heure
19.05 Château Espérance
19.20 Actualités régionales
19.40 Une minute pour les femmes
20.00 Journal
10.30 L'avenir du futur
Film : mirage d'E Dmytryk
Débat : la mémoire de demain
23.15 Journal

A 2

13.50 TV régionale
14.30 Les après-midi d'Antenne 2
14.35 Aujourd'hui madame
15.30 Le fugitif
16.20 Aujourd'hui madame
17.50 Arrivée du concorde aux Etats-Unis
18.30 Journal
19.20 Actualités régionales
20.00 Journal
20.30 La tête et les jambes
21.50 Les chefs-d'œuvres vous questionnent : La Moisson de Bruegel
23.50 Journal

FR 3

18.45 Pour les jeunes : Flash sur l'Amérique latine et le sous-développement
19.05 Programmes régionaux
19.20 Actualités régionales
19.40 Tribune libre : René Dumont parle de son livre sur la Chine, la Révolution culturelle
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Prestige du cinéma Le Hasard et la violence de PH Labro
21.50 Journal





LE MOUVEMENT DES FEMMES EN ESPAGNE

« Maintenant il est clair que les femmes ont un long combat devant elles »

Suite de la page 1

Le mouvement des femmes démocratiques, regroupant essentiellement des femmes du PCE, très implanté dans les quartiers, hégémonique dans les associations de femmes au foyer. A l'origine, ce mouvement se contentait de mobiliser les femmes comme une force de plus dans la lutte sociale. Peu à peu, il a évolué et a été amené à assumer les revendications spécifiques des femmes, il se caractérise comme mouvement féministe et mène des actions communes avec les autres courants du mouvement de femmes. Ses revendications restent cependant centrées sur le « rétablissement des libertés démocratiques ».

Les féministes radicales, comme Lydia Falcon, qui quittèrent le rassemblement après une vive discussion sur la résolution finale : elles demandaient la suppression de la phrase suivante : « Notre lutte comme femmes ne doit pas être une lutte contre le sexe masculin mais contre la

situation qui rend possible que l'homme nous opprime ».

Du troisième courant, l'« association des femmes universitaires » et le « Front de libération des femmes » mettant l'accent sur la nécessité d'un mouvement autonome et révolutionnaire.

Sur la base de la plate-forme issue de ces travaux : 3 000 femmes manifestèrent à Madrid le 15 janvier 76. En tête de cortège, une banderolle appelait les femmes à s'unir dans la lutte pour leur libération, malgré une charge policière, avec gaz lacrymogène.

Dans les quartiers, dans les initiatives publiques, toutes les tendances se retrouvent pour agir. Ceci laisse penser qu'il y a la possibilité en Espagne que se développe un mouvement unitaire, même si la nécessité de l'autonomie du mouvement n'est encore avancée que par un courant minoritaire.

Nous avons interrogé une militante féministe, membre de la LCR-ETA(VI), sur le mouvement de femmes en Espagne.

Beaucoup de groupes se sont développés l'année dernière grâce à l'année internationale de la femme. Par exemple à Barcelone, pour célébrer cela, s'est déroulé un meeting de 300 femmes. Nous avons profité de cette possibilité officielle pour démarrer un travail.

Je dois ajouter que toutes ces tendances sont illégales, cependant il y a certains groupes légaux qui ont été actifs dans la période qui vient de s'écouler, par exemple l'Association des femmes universitaires et l'Association pour l'étude des problèmes de femmes (Aupepm) et dans les quartiers, les vocalias de femmes qui appartiennent aux commissions de quartier et dans certains cas l'Association des ménagères.

Des groupes de quartier actifs

Nous nous sommes organisées dans des groupes, dans différentes localités, chaque groupe envoie un représentant à une coordination dont la fonction est de donner des informations et de coordonner les activités sur la ville. Dès le début, nous avons compris qu'il était important de travailler dans les vocalias (groupes de quartier) où le niveau de combativité est souvent très haut. Des revendications comme des crèches, des terrains de jeux, des feux rouges, des services d'ambulances sont mises en avant. Nous avons joué un rôle actif dans ces revendications mais nous avons essayé de mettre en avant des revendications plus propres aux femmes. Par exemple, nous avons publié une brochure sur l'avortement et la contraception (la première de cette sorte en Espagne). Les principales lignes sont : le droit de la femme à contrôler son propre corps, le droit aux contraceptifs et l'avortement libre et gratuit. 5.000 exemplaires de cette brochure ont été distribués.

Pour nous, il est très important que les vocalias prennent en charge ces revendications. Aujourd'hui, il est encore difficile de parler de l'avortement mais nous espérons qu'avec cette brochure, ce sera de plus en plus facile.

Pour l'instant, les commissions de travailleurs n'ont pas pris en charge de telles revendications. Cela ne signifie pas que les femmes n'ont pas joué un rôle actif dans les comités de grève ou dans les

assemblées... Au contraire, elles jouent un rôle de plus en plus important et des exemples comme la grève d'INGRA (Barcelone) ou bien encore comme la grève du téléphone (Barcelone) le montrent clairement.

Non à la Fête des mères

Pour la Fête des mères, nous avons prévu d'organiser une manif qui se déroulera en face de la maternité de

sociaux. Chaque groupe travaille sur un thème (la femme et le travail - la législation - la famille - la sexualité - la politique, etc.)

Le mouvement autonome des femmes (ANCHE) prépare un rapport sur la femme et les mass-média. Dans les discussions sur le rôle de la femme dans la publicité, le cinéma, la TV, la radio et l'idéologie qui est véhiculée par les magazines bourgeois au sujet de la femme, nous essaierons de voir comment il est possible de lutter contre la



Barcelone. Nous voulons démontrer que cette fête bourgeoise renforce l'infériorité des femmes et glorifie le rôle de la femme au foyer sans lui donner le droit de choisir le nombre d'enfants qu'elle désire ou si elle n'en désire pas du tout. Nous voulons le droit à notre corps et la possibilité d'utiliser des contraceptifs. Et puisque la société ne donne pas les moyens aux femmes de prévenir, nous exigeons le droit à l'avortement libre et gratuit.

Dans la maternité devant laquelle nous allons manifester, il y a un certain nombre de femmes célibataires. En Espagne, l'enfant d'une femme qui n'est pas mariée n'est pas reconnu ; nous dénonçons cette législation fasciste qui ne reconnaît que le mariage pour avoir des enfants.

Du 26 mai au 30 mai, se déroulent à Barcelone les journées catalanes de la femme. Cette conférence est légale et regroupe différents courants qui vont des groupes de quartier ou d'université jusqu'au mouvement autonome de la femme (ANCHE) en passant par des centres

discrimination de la femme dans cette société, à travers les mass-média.

Nous avons déjà publié une brochure sur les moyens contraceptifs et l'avortement, nous préparons une deuxième brochure sur les droits des femmes et la discrimination qui en découle. Nous voulons aussi donner des informations sur les prisonnières politiques.



QUELQUES CHIFFRES

La population totale de l'Espagne dépasse aujourd'hui les 35 millions d'habitants. Sa population féminine totale est d'environ 18 millions, dont à peu près 13 millions et demi ont plus de 14 ans, (c'est l'âge de la fin de scolarité obligatoire).

Or, sur ces 13 millions et demi de femmes en âge légal de travailler, il n'y en a qu'un peu plus de deux millions, soit 15 % qui ont un travail reconnu comme tel. De ce chiffre il faut bien sûr exclure les travailleuses agricoles, les femmes qui contribuent au fonctionnement des petites entreprises familiales, et qui de ce fait n'ont même pas conscience elles-mêmes de fournir un véritable travail, ainsi sans doute que les « travailleuses familiales » dont le statut n'est pas clairement défini par la loi. (référence, Ciu dadano, Dossier n° 3, mars 1976).

Par contre, il y a environ huit millions six cent mille femmes au foyer (amas de casa) soit 50 % de la population féminine totale, 25 % de la population espagnole totale.

Parmi les femmes travailleuses, 6,69 % seulement ont des professions qualifiées, bien que spécifiquement féminines : professions para-médicales, assistante sociale, enseignement, etc. 7 % seulement de ces 6,69 % ont des professions qui impliquent une responsabilité élevée, soit 0,046 % de la population active totale.

Les statistiques concernant la population scolaire de 74/75 montrent que la situation n'est pas en voie de s'améliorer : tandis que la population féminine scolaire dans le primaire représente 60 % de la population scolaire totale, elle ne représente plus que 22 % de la population totale du secondaire et 0,24 % de la population totale du supérieur.

Ce sont autant de preuves accablantes du fait que les femmes sont maintenues en Espagne dans une situation d'infériorité révoltante.

FIESTA UNE LUTTE DE FEMMES

En septembre dernier, les femmes de Fiesta, entreprise qui fabrique des bonbons à Alcalá de Henares, demandaient une augmentation de 3 000 psetas pour tout l'atelier (125 hommes, 95 femmes). L'entreprise refuse. Mais de leur côté, et sans tenir compte de leurs camarades femmes, les hommes obtiennent une augmentation de 2500 psetas. Lorsque les femmes l'apprennent, elles commencent à boycotter les heures supplémentaires et à ralentir le rythme de travail sans cesser de rechercher l'unité avec les hommes par des appels répétés à la solidarité. Pendant trois mois, elles essayèrent de négocier, par le canal de la C.N.S (centrale nationale syndicaliste), syndicat fasciste, puis elles finirent par s'arrêter de travailler, le 11 décembre, et s'enfermèrent dans le sanctuaire de San Isidro. Le jour suivant, la police les en expulsa. Toute la ville d'Alcalá se solidarisa : les usines, l'université, les associations de maîtresses de maison commencent à se mobiliser par des arrêts de travail et des manifestations.

L'entreprise commence à embaucher des travailleurs des villages voisins, la police s'oppose à toute tentative des grévistes pour retourner à l'usine, de faire des piquets et des assemblées à la porte de l'usine. L'entreprise envoie quarante lettres de licenciement, multiplie les menaces et les pressions, ouvre des enquêtes sur trois ouvrières. Une assemblée générale décide que les quarante vont s'enfermer dans l'église et que les autres reprendront le travail, tout en continuant à participer aux assemblées et en s'enfermant, après les heures de travail, avec leurs camarades.

Au cours de la lutte, la combativité des ouvrières s'est développée. Mais pas seulement ça : « à cause de tout ce qu'on a fait les gens nous prennent pour des folles, et ça seulement parce qu'on est des femmes. Dans notre entourage, beaucoup ne comprennent pas pourquoi nous faisons cela, la deuxième fois où nous nous sommes enfermées dans l'église, beaucoup de filles étaient obligées de partir à midi pour préparer le repas de leurs parents ou bien elles ne pouvaient passer la nuit en dehors de leur maison parce que le fiancé ne voulait pas... ». « Les filles d'ici ont beaucoup progressé grâce à cette grève car nous avons compris que ce n'est pas qu'un problème de travail. Celles qui venaient travailler ici pensaient abandonner dès qu'elles se marieraient. Mais après tout ça, on voit bien que nous n'avons pas de droit et que nous n'obtiendrons rien sans lutter... Maintenant, nous voulons toutes continuer à travailler même si nous nous marions. » Pour une autre femme, lorsqu'on a des enfants c'est différent car le travail est dur pour une femme enceinte. « Il y a des travaux plus durs que d'autres et on discute de les répartir entre nous. Maintenant je suis sûre de savoir défendre mes droits. Nous pensions que c'étaient les hommes qui devaient décider pour nous mais maintenant il est clair que la femme a un long combat devant elle si elle veut défendre ce qui lui est dû... »

Désormais, tous les lundi la page 12 sera entièrement consacrée aux luttes des mouvements de femmes dans le monde.